

L'essor

Editeur responsable :
Eric Mikolajczak, rue Marie-Henriette,
19-21 à 5000 Namur

bpost
PB- PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

**La revue trimestrielle
du secteur de l'insertion
socioprofessionnelle**

Trimestriel

Avril à juin 2017

P801127 MassPost Namur

n°80



**Les CISP,
acteurs de
développement
local**

Linterfédé
CISP



∴ Sommaire

Editorial	3
Développement local, tentative de définition	5
Les Instances Bassin : un maillage à l'échelle locale	9
Le secteur des CISP comme un réseau de développement local	13
Complètement Bocal, complètement Forma	17
Et si on regardait du côté de la Ferme de Froidmont...	19
La Calestienne, centre de formation ou acteur de développement ? Les deux, résolument !	21
Lire et Écrire Wapi, acteur de développement local et territorial	24
L'ancrage local de Work Inn, une réalité quotidienne	27
Trans'formation : la rubrique pédagogique	28

Le numéro 81 sortira en septembre 2017

Son thème : Le programme des formations 2017-2018 de l'Interfédé

Contact : Véronique KINET 081/74.32.00

E-mail : secretariat@interfede.be

Le thème traité par cet Essor est fondamental, car il conforte notre secteur comme composante essentielle du développement de notre société. Les centres d'insertion socioprofessionnelle sont indiscutablement des acteurs de développement local. Leurs initiatives visent à mobiliser des ressources locales comme moteur d'un développement territorial ; développement souvent perçu sous son angle économique qui en constitue certes une composante majeure, mais non exclusive. Le développement local, c'est aussi un développement social, culturel, environnemental ou politique.

L'inscription des CISP dans le développement local peut avoir diverses motivations. Mettre en place des projets novateurs, alternatifs en complémentarité à des initiatives d'autres acteurs présents sur le territoire pour mieux répondre aux besoins de nos publics. Nous entrons alors dans une logique intersectorielle, transversale en vue de créer des synergies avec les autres structures et institutions. L'action des CISP peut aussi être un acte de résistance face à un développement qui reste insuffisant dans l'offre de biens ou de services proposée. Les CISP ont ainsi une capacité d'agir localement pour la prise en compte des besoins et spécificités eu égard au public que nous accueillons dans nos centres. Les projets portés par les CISP veulent également rendre une dimension humaine à l'activité économique, sociale ou culturelle. L'objectif vise à améliorer la qualité de vie des personnes, leur engagement dans notre société, leur émancipation ou leur intégration. L'action des CISP permet ainsi l'accessibilité du projet, sa maîtrise par les personnes.

Enfin, quelle que soit notre motivation – complémentarité, résistance, humanisation... – notre finalité reste toujours un développement local au service d'un changement de société, de modèle économique, d'actions sociales ou culturelles. Il ne s'agit certes pas d'un repli sur soi, d'un développement indépendant, mais plutôt d'un développement porteur de sens, avec une identité locale et sectorielle, qui s'inscrit à la fois dans la diversité et l'articulation avec des partenaires.

L'action des CISP représente un formidable levier économique, social et culturel sur le plan local. Les CISP permettent de mettre en valeur les talents locaux, particulièrement ceux de nos stagiaires, pour un changement de société à leur échelle. Nous voulons lutter contre les inégalités et aller à l'encontre de l'exclusion en menant des initiatives locales. Exclusion du chômage, des droits fondamentaux, de la vie en société, des étrangers... Exclusions issues de l'évolution de nos politiques qu'elles soient européennes, fédérales ou wallonnes.

Face à ces évolutions et enjeux politiques, l'organisation de l'Interfédé va aussi être essentielle. À sa façon, dans ses modalités organisationnelles, l'Interfédé concourt aussi au développement local. Ainsi, l'Interfédé inscrit son action dans une dynamique systémique. Au départ, les cinq fédérations qui ont créé l'Interfédé interagissent collectivement, à partir de leurs réalités et particularités, pour répondre aux besoins de l'insertion socioprofessionnelle d'un public de plus en plus éloigné de l'emploi. Nous ne sommes pas encore dans un cadre de développement local, puisque la démarche à l'origine vise plutôt à construire une structure "globale". Par contre, en réponse à la complexification des problématiques rencontrées, pour leur donner une réponse adaptée et à dimension humaine, au plus proche des préoccupations locales, les plateformes CISP (anciennement EFT-OISP) ont été mises en place sur les différents



territoires de la Wallonie. Cette nouvelle organisation, complémentaire et non en opposition avec le rôle des fédérations, permet aux acteurs locaux de s'appropriier les évolutions sectorielles ou autres, et de les confronter à leur environnement local pour des réponses adaptées, cohérentes et ambitieuses. L'interaction au niveau local permet ainsi la complémentarité dans une vision partenariale et partagée.

Cet "agir local" au niveau des 10 plateformes CISP suscite une résonance plus large que l'Interfédé peut répercuter alors à un niveau régional.

Ce choix organisationnel de l'Interfédé a été possible, car tous ses membres partagent un projet de société commun, des valeurs communes.

Plus récemment, la création par le politique des Instances Bassins

Enseignement qualifiant-Formation-Emploi (IBEFE) a instauré une nouvelle dynamique et répond aussi à une volonté de favoriser un certain type de développement local¹. Dans ce nouveau cadre, l'Interfédé compte deux représentants par Bassin qui peuvent dès lors relayer les préoccupations de notre secteur CISP auprès des autres acteurs locaux d'un territoire et favoriser des synergies là où c'est possible, dans une vision horizontale du partenariat ; ou au contraire, entrer en résistance face à certaines évolutions contraires à notre éthique, à nos pratiques.

On le voit, l'Interfédé bénéficie ainsi de trois "niveaux"

comme levier d'actions locales (les fédérations, les plateformes CISP, les IBEFE). Cette mobilisation des acteurs locaux à différents niveaux doit se faire de façon réfléchie, concertée et partagée, en gardant comme finalité l'émancipation individuelle et collective de notre public cible, victime d'exclusions multiples. Cette manière progressive de nous organiser favorise notre compréhension de l'environnement dans lequel nous évoluons et notre volonté d'accompagner au mieux les stagiaires en formation. Au final, elle doit (re)donner du sens à notre travail.

ANNE-HÉLÈNE LULLING

Présidente de l'Interfédé

¹ J'émetts une réserve par rapport à ce concept de développement local au sein des IBEFE qui tend, à certains égards, à l'homogénéisation d'un modèle et de pratiques, qui peut aller à l'encontre d'un vrai développement local issu des particularités territoriales.

⋮ Développement local, tentative de définition

Les projets se réclamant du développement local, visant à redynamiser la vie économique d'un quartier ou d'une commune, se sont multipliés ces dernières années. Plébiscité par les décideurs politiques, ce modèle de développement est vu comme un outil central de revitalisation et de démocratisation de l'économie. Mais au-delà des discours sur les réseaux, les partenariats, les synergies ou la mobilisation des acteurs de la vie locale quelle est la réelle originalité de cette approche ? Quelle valeur ajoutée peut apporter le développement local pour créer ou préserver des emplois ou pour valoriser le potentiel économique d'une région ? Quel rôle peut-il jouer dans l'insertion ou la réinsertion professionnelle des populations en voie de désaffiliation ? C'est à travers l'exploration de ces différentes questions que nous nous interrogerons sur le concept de "développement local".

Pour Alain Bihr¹ on trouve à l'origine de ces politiques une tendance lourde des années 80 au sein des pays industriels développés : le désengagement de l'État dans la gestion des problèmes économiques et sociaux. Reconversions industrielles, montée du chômage de masse, lutte contre l'aggravation des inégalités, c'est face à l'ampleur et la complexité des tâches nées de la crise économique que s'opère ce désengagement.

L'intervention économique pour le développement local ne peut néanmoins pas être réduite à l'expression de l'impuissance des pouvoirs publics. Cette logique de transfert de responsabilités vers les acteurs locaux répond aussi au blocage de l'ancien modèle d'après-guerre. Si la vision centralisatrice et bureaucratique était cohérente avec le fonctionnement des grandes entreprises capitalistes et publiques des "trente glorieuses", le changement de la conjoncture économique du milieu des années 1970 amène une remise en question de ce modèle.

C'est dans ce contexte que "la nouvelle vision du développement régional et local prend forme au milieu des années 1980 [...] elle a été alimentée par de nombreuses initiatives de la société civile dans le domaine du social comme dans celui de l'économie, notamment sur le terrain du développement local et sur celui

Le Cynorhodon
au Salon CISP
du 18 mai 2017



de l'économie sociale. Ces expérimentations qui représentent autant de réponses à des besoins (et des aspirations) satisfaits ni par le marché, ni par l'État, étaient généralement portées par de nouveaux acteurs sociaux, notamment ceux issus de la société civile, plus soucieux qu'antérieurement de la qualité de vie et donc d'un arrimage entre l'économie et le social. Elles s'inscrivaient ainsi dans une économie plurielle faisant une place non seulement à l'État et au marché, mais aussi à la société civile".²

¹ Alain BIHR, "Le mirage des politiques de développement local", le Monde diplomatique, novembre 1992.

² Benoît LEVESQUE, *Le développement régional et local : vers la fin du modèle québécois ?*, Cahiers de L'ARUC, Collection Intervention, juin 2004, p.9

▶ "LA NOUVELLE VISION DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL PREND FORME AU MILIEU DES ANNÉES 1980"



DOSSIER

IL S'AGIT DE METTRE EN ŒUVRE UN PROCESSUS DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ LOCALE CONSISTANT À ENRICHIR LES RESSOURCES EXISTANTES ET À LES DIVERSIFIER EN S'APPUYANT SUR UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT QUI MOBILISE TOUT OU PARTIE DE LA POPULATION.

> Un modèle de développement "par le bas"

Cette approche misant sur le partenariat avec la société civile vise à donner aux populations concernées de véritables instruments de développement. À travers ces mobilisations et ces initiatives locales se crée un nouvel arrimage entre l'économique et le social, mais aussi entre les secteurs industriels et les territoires. Les acteurs locaux s'engagent dans une dynamique d'expérimentation aux côtés des communautés et sont petit à petit reconnus comme partie intégrante d'un nouveau modèle de développement par le bas³.

Avec l'émergence de ce nouveau modèle, l'ancrage local est fortement valorisé et la question du territoire devient centrale. L'espace local n'est dès lors plus considéré comme un lieu d'application des décisions politiques, mais comme partie prenante des décisions qui le concernent. On passe en quelque sorte d'une vision "d'un espace local passif", dépendant du bon vouloir de centres de décision extérieurs à un espace local perçu comme pouvant être générateur de sa propre dynamique de développement en puisant dans ses capacités d'initiatives et d'organisation."⁴

Le développement local s'inscrit donc dans une dynamique économique et sociale qui privilégie une territorialisation de l'action. La définition des problèmes publics et des moyens de prise en charge se construit dès lors "par le bas". Il s'agit de mettre en œuvre un processus de transformation de la société locale consistant à enrichir les ressources existantes et à les diversifier en

s'appuyant sur un projet de développement qui mobilise tout ou partie de la population.⁵

Les communautés se muent alors en acteurs de développement, œuvrant ainsi à la construction collective des besoins. À travers les coopérations qui s'établissent entre pouvoirs locaux et régionaux, cette dynamique met en contact des réseaux, des alliances qui permettent d'identifier les opportunités propres à un territoire. L'émergence d'initiatives innovantes va dépendre de la capacité à mobiliser les connaissances et les compétences. Il s'agit dès lors de "faire mûrir des priorités, de choisir des actions à partir de

savoirs et propositions des groupes de populations habitant un territoire donné et de mettre en œuvre les ressources disponibles pour satisfaire à ces dites propositions."⁶

³ Benoît LEVESQUE, *Le développement local et l'économie sociale : deux éléments devenus incontournables du nouvel environnement*, Cahiers du CRISES, collection "working papers", études théoriques, février 1999, p.6

⁴ Bernard HUSSON, CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local), "Le développement local", revue Agridoc n° 1, juillet 2001, p1

⁵ Pierre TEISSERENC, *Politique de développement local : la mobilisation des acteurs*, Sociétés contemporaines n° 18-19, juin-septembre 1994. Langage en pratique, pp. 187-188

⁶ Bernard HUSSON, ibidem



La Ferme Delsamme au Salon CISP du 18 mai 2017



Le Salon CISP
du 18 mai 2017

> Une nouvelle gouvernance territoriale

Si dans un premier temps les initiatives citoyennes se sont développées de manière autonome dans une logique de contestation face aux limites de l'action politique, elles s'inscrivent singulièrement depuis les années 1990 dans une dynamique de concertation avec les pouvoirs publics.

À partir d'une démarche endogène initiée par le terrain, le développement local a évolué et s'est formalisé pour intégrer trois dimensions :

- une action territorialisée, agissant sur un territoire pertinent socialement et économiquement et où sont présentes les dimensions de proximité et de réciprocité ;
- une action intégrée, qui réconcilie l'économique et le social et qui porte simultanément sur le développement des compétences de la population, sur la création d'emplois et sur la revitalisation sociale du milieu ;
- une démarche partenariale, qui réunit le secteur public, le secteur privé classique et les associations dans une optique de coordination et de coopération, comportant également une volonté de participation démocratique.⁷

De par leurs activités, leurs finalités et leurs modes de gestion, les CISP sont comme d'autres acteurs (les entreprises d'insertion, les CPAS, les Régies de quartier, les Agences de développement local) plus susceptibles de développer un lien fort avec leur territoire. Cet ancrage territorial est en partie déterminé par la nature du travail mené au sein des centres. À titre d'exemple, l'EFT Cynorhodon, active dans le maraîchage, a développé un projet de coopérative de transformation de fruits et légumes aux côtés de six autres producteurs bio liégeois. Cette initiative, soutenue par le ministre wallon de l'Agriculture⁸, vise à mieux valoriser la production locale et permet de répondre à une demande des particuliers qui souhaitent se tourner vers une alimentation saine et respectueuse de l'environnement. La dynamique du développement local est rendue possible par la mobilisation de différents types d'acteurs (entrepreneurs sociaux, agriculteurs, consommateurs, pouvoirs publics) constituant ainsi un maillage des domaines économique, social et environnemental.

⁷ Michel MAREE, "Le développement local", module en ligne CLES pour comprendre l'économie sociale, Centre d'Économie Sociale de HEC-ULg, www.ces.ulg.ac.be

⁸ <http://collin.wallonie.be/halls-relais-agricoles-18-projets-pour-mieux-valoriser-la-production-de-l-agriculture-wallonne>

À TITRE D'EXEMPLE, L'EFT CYNORHODON, ACTIVE DANS LE MARAÎCHAGE, A DÉVELOPPÉ UN PROJET DE COOPÉRATIVE DE TRANSFORMATION DE FRUITS ET LÉGUMES AUX CÔTÉS DE SIX AUTRES PRODUCTEURS BIO LIÉGEAIS.

> La transition en action

À une autre échelle, la contribution de Cynorhodon à la mise en place de la Ceinture Aliment-Terre⁹ liégeoise participe à la même dynamique. C'est à travers la mobilisation et l'action collective que s'est construit ce réseau d'acteurs qui vise à accompagner et structurer le développement de l'agriculture locale. Rendre accessibles à l'ensemble de la population des produits locaux, "bons, propres et justes" tel est l'objectif fixé par cette initiative qui s'inscrit dans la dynamique des initiatives de Transition qui depuis maintenant une dizaine d'années mobilise des citoyens acteurs de changement.

Refusant l'apathie, les membres du mouvement de la Transition¹⁰ font face aux bouleversements écologiques pour constituer une réponse collective aux enjeux environnementaux. Prenant acte des dérèglements climatiques et de la finitude des ressources fossiles, leur action s'inscrit dans la vie de tous les jours, qu'ils investissent comme champ d'expérimentation pour créer des pistes de solutions. En s'auto-organisant, les transitionnaires créent des monnaies locales, établissent des systèmes d'échanges locaux, ouvrent des "bibliothèques d'outils", cultivent des jardins collectifs, développent des coopératives citoyennes de production d'énergies renouvelables, autant de projets concrets qui tentent à leur échelle de créer les bases d'un mode de vie plus soutenable.

La nature des solutions que la transition écologique appelle est, selon Rob Hopkins initiateur du mouvement, d'aller chercher prioritairement dans les innovations sociales. Les conséquences des changements climatiques et de la rareté des ressources nous imposent une transformation profonde de notre mode de vie. Au lieu de devoir subir et endurer les chocs, il s'agit de les anticiper en s'y préparant dès aujourd'hui. La "nouvelle grande idée" consiste dès lors à centrer nos efforts sur la reconstruction de la résilience locale conçue comme le nouveau moteur du développement économique et sociétal. Pour y parvenir, le mouvement de la Transition expérimente la construction de ces nouveaux modèles à partir de projet locaux par les

citoyens eux-mêmes, œuvrant ainsi à l'amélioration du cadre de vie et de la cohésion sociale.

Les initiatives de Transition font de la "mise en territoire" de la résilience un des fondements du mouvement. La résilience territoriale est dans ce contexte un moyen d'engager une dynamique de changement à l'échelle locale. Elle permet d'inscrire le territoire dans une perspective de développement qui intègre ses limites et s'appuie sur ses potentialités. La stratégie consiste à se préparer en adoptant une démarche sur le long terme afin d'anticiper les changements.

La résilience territoriale telle qu'elle est formulée par les initiatives de Transition donne une place essentielle à la relocalisation. Toutefois, ce retour au local fait craindre pour certains auteurs une dépolitisation du local. Pour Mélanie DuPuis et David Goodman¹¹ un localisme "non réflexif" peut mener à masquer les asymétries de pouvoir au sein des communautés en véhiculant une vision réifiée du local faite d'harmonie et de cohérence.

La définition du local ne fait pas nécessairement consensus. Elle pose des questions en termes de justice sociale. L'apologie du local si elle n'est pas interrogée peut faire craindre une logique de repli. Il faut rester vigilant devant ce risque de fermeture. Il ne s'agit pas d'un terme innocent. On peut craindre qu'il ne pousse vers un sentiment d'opposition du "nous" contre "eux". Selon le point de vue critique porté par ces chercheurs : "une grande attention doit de ce fait être portée à l'échelle à laquelle s'inscrivent les systèmes "locaux" et aux acteurs sociaux impliqués dans leur création et leur gouvernance."¹²

Face à ces dérives possibles Rob Hopkins partage en partie cette observation : "En soi, la localisation, comme d'ailleurs la résilience, n'est ni bonne ni mauvaise. Historiquement, l'on a connu des sociétés à la fois "locales" et "résilientes, mais dans lesquelles aucun de nous aujourd'hui ne voudrait avoir à vivre." Pour l'auteur du manuel de Transition, "Le retour au local ne sera pas un processus isolationniste consistant à tourner le dos à la communauté mondiale. Il consistera plutôt

LA RÉSILIENCE TERRITORIALE TELLE QU'ELLE EST FORMULÉE PAR LES INITIATIVES DE TRANSITION DONNE UNE PLACE ESSENTIELLE À LA RELOCALISATION.

à amener les communautés et les nations à se rencontrer à partir d'un lieu qui n'en soit pas un de dépendance mutuelle, mais de résilience accrue."¹³

Au même titre que les initiatives de Transition, les CISP participent à une forme de réappropriation solidaire et citoyenne de l'économie locale. C'est même une partie de leur mission. En prenant part à des initiatives citoyennes, les CISP participent au développement du maillage local, soutiennent l'émancipation des personnes en formation et se situent en tant qu'acteurs incontournables des territoires. ●

ANTONIN LOUIS,

Chargé d'études à l'Interfédé
et Membre du Comité de rédaction de l'Essor

⁹ www.catl.be

¹⁰ www.reseautransition.be

¹¹ E. Melanie Dupuis, David Goodman, "Should We Go 'Home' to Eat? Toward a Reflexive Politics of Localism" in Journal of Rural Studies 21(3), July 2005

¹² Christian DEVERRE et Claire LAMINE, "Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales", Economie rurale, 317 | 2010, p.63

Les Instances Bassin : un maillage à l'échelle locale

La mise en place des Instances Bassins Enseignement qualifiant-Formation-Emploi (*les IBEFE*¹) repose sur un accord de coopération entre la Région wallonne, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la COCOF. Cet accord est entré en vigueur le 22 novembre 2014. Il existe 10 IBEFE : 9 en Wallonie et 1 à Bruxelles. Chacune se compose d'une Chambre Enseignement et d'une Chambre Emploi Formation. Des représentants de notre secteur sont membres effectifs des Bassins. Chaque Bassin correspond à une zone géographique délimitée.

Rencontre avec Bruno Antoine, Vice-président de l'Assemblée Générale des Bassins et Vice-président du Bassin du Luxembourg et Paul Timmermans, Président de la Chambre Emploi-Formation du Hainaut Sud (Charleroi).

Quels sont les rôles et missions des Bassins EFE ?

B.A. Il s'agit tout d'abord d'un rôle de concertation et de mise en réseau de personnes qui il y a environ cinq ans ne se parlaient pas : le monde de l'entreprise, de la formation, de l'enseignement et de l'insertion. L'objectif des Bassins, de manière décrétable, c'est de remettre des avis sur les filières de formation appelées à se développer et en théorie aussi appelées à disparaître. Les Bassins ont aussi un rôle de prospective, de "dynamiseur", préparatoire aux évolutions futures des métiers. Mais à mes yeux, il y a aussi un rôle de soutien et de mise en valeur du qualifiant. Il y a en effet des clichés chez les parents sur l'approche métier qui font que les besoins ne sont pas rencontrés. Les Bassins peuvent faire des propositions, fournir un appui analytique (croiser des données) et opérationnel.

P.T. La pratique de concertation était déjà ancrée à Charleroi avant l'instauration des Bassins avec les syndicats par exemple. La Mirec, la Funoc, Archipel, les Cellules de reconversion sont le fruit de ces partenariats. La plus-value des Bassins c'est en quelque sorte de forcer la concertation avec le monde de l'enseignement. Ce dialogue était relativement absent depuis la première réforme des CSEF² qui avait supprimé la CEFE³.

B.A. La notion de Bassin permet de passer à un cap supérieur dans la concertation. Mais au niveau politique c'est un défi qui n'est absolument pas relevé et c'est un paradoxe. Ce sont bien les gouvernements de la fédération Wallonie Bruxelles, de la Région wallonne et de la Région bruxelloise qui ont voulu ces Bassins, mais encore faut-il que les politiques travaillent ensemble. Paradoxalement les entités fédérées ont voulu ces instances, mais aujourd'hui la difficulté vient justement du fait que les ministres essaient d'instrumentaliser les instances pour mener leur politique. Aujourd'hui, chacun avance un peu sur ses priorités et essaie d'utiliser l'outil qu'est le Bassin pour avancer de son côté.

P.T. Moi je considère également que la plus-value du Bassin c'est de forcer les ministres et les différents gouvernements à agir ensemble. Au-delà de ça, j'ai un regard "d'ancien combattant". Dans les Commissions Emploi Formation Enseignement incluses, il y a bien longtemps, au sein des Comités Subrégionaux de l'Emploi existait déjà cette coopération.

Le fait d'avoir mis l'enseignement dans une chambre pour se réunir avec d'autres partenaires c'est intéressant. Mais c'est quand même pour gérer la misère : faire des rationalisations de sections, faire face aux difficultés de recruter des

élèves dans l'enseignement technique, fournir des travailleurs qualifiés à des employeurs qui trois ans après vont te dire qu'ils n'en ont plus besoin.

Chacun s'observe, les moyens ne sont pas là, ou ils sont dérisoires. Tout le monde n'est pas concerné par les mêmes débats. Le fait d'avoir fait deux chambres n'est pas toujours une plus-value. On ne sait pas toujours ce qui se fait dans l'autre chambre.

Aujourd'hui et hier, ce qui est essentiel, c'est la qualité de la relation interpersonnelle et le souci de la dimension du territoire. C'est ainsi que les Bassins devraient disposer d'une équipe autonome qui puisse produire son propre cheminement. En effet, pour l'instant, c'est le Forem qui détache du personnel et continue à peser sur l'organisation des activités.

¹ <http://bassinefe.be/>

² CSEF: Comités Subrégionaux de l'Emploi et de la Formation

³ CEFE: Commission Emploi Formation Enseignement



Le Timon au Salon
CISP du 18 mai 2017

En quoi les Instances Bassin répondent à des besoins rencontrés au plan territorial ?

B.A. Je pense que de manière un peu naturelle finalement le Bassin prend souvent le dessus sur les deux Chambres. Ce qu'on observe, c'est qu'il y a des micros climats qui existent dans les différentes instances liés à l'histoire locale. Le plus important ce n'est pas la remise d'avis sur une série de sollicitations : par exemple les filières d'alternance ou des choses comme ça. Il s'agit de faire travailler les personnes ensemble.

Il y a quand même des choses qui bougent. Le profil du travail qui doit être fait au niveau des Bassins évolue aussi par rapport au décret de base grâce à l'apport de chaque Bassin. La volonté au niveau des Instances Bassin est de dire *"ce que nous faisons nous devons bien le faire"*. Même si cela demande du temps. On observe un affinement par rapport à l'évolution du travail. C'est toujours en phase de construction évidemment, mais ne nous demandez pas de décrocher la lune.

Chaque Bassin travaille sur des priorités au niveau sectoriel. En règle générale, sur trois ou quatre filières ou métiers. Souvent les Bassins ont commencé avec les secteurs où il y avait déjà une concertation. À titre d'exemple, je suis prêt à parier que tous les Bassins travaillent sur le secteur du bâtiment ou des métiers de la construction. L'enjeu autour du secteur de l'aide aux personnes est discuté quasiment partout. Ce qui permet des renforcements réciproques. C'est une chose qui n'existait pas au niveau des Comités Subrégionaux. Chacun était dans sa sous-région. Ici on voit qu'il y a un peu plus de transversalités, on essaie de s'appuyer sur les bonnes pratiques et sur les conclusions qui sont tirées suivant le rythme de travail de chacun des Bassins.

P.T. Il y a des équipes qui bossent bien et des personnes (les coordinateurs, leurs équipes, les partenaires) qui veulent faire avancer les choses sur chaque territoire. Mais pour l'instant, les effets produits par l'ensemble de ce travail ont un impact extrêmement superficiel sur le développement local. Parce que d'abord il faut laisser du temps. Mais aussi parce qu'on n'a pas donné de véritables moyens financiers. Les partenaires investissent selon leurs possibilités. Chacun s'investit à titre personnel. J'ai découvert lors de la journée organisée avec la Plateforme des CISP du territoire de Charleroi qu'il y a un monde qui ne se connaît pas et qui aujourd'hui se rencontre, se rend compte que son public n'est pas si éloigné de l'autre.



Produits et Marché du pays au Salon CISP du 18 mai 2017

DES RÉFLEXES TERRITORIAUX DEVRAIENT EXISTER DAVANTAGE AU SEIN DE NOTRE ENVIRONNEMENT. À LA FERMETURE DE CATERPILLAR, ON A RÉUNI UN ENSEMBLE DE PARTENAIRES RÉGIONAUX AU SEIN D'UNE "TASK FORCE"

Des réflexes territoriaux devraient exister davantage au sein de notre environnement. À la fermeture de Caterpillar, on a réuni un ensemble de partenaires régionaux au sein d'une "Task Force", mais on n'y retrouvait personne de l'Instance Bassin. Comment pouvons-nous imaginer retrouver de l'emploi au niveau global ou avoir un impact sur le système de formation et d'enseignement et d'insertion sans penser à solliciter l'instance qui porte ces missions ? Savait-on simplement que ce dispositif existait ?

B.A. De ce côté, on avance aussi. Hier, à l'occasion de l'Intercommunale du Développement du Luxembourg, deux axes ont été identifiés comme étant des demandes au niveau des entreprises. Ce sont des missions du Bassin. Toutes les personnes concernées par la réflexion sont au même endroit. Le réflexe n'était pas là. Quand on a dit Bassin tout le monde a dit *"ah oui c'est vrai ça existe"*. Mais donc il y a encore un déficit par rapport à la connaissance de ce qui se fait au sein des Bassins.

On sort d'un Salon de la formation et de l'emploi dans le Luxembourg ou tout le monde était présent sans concurrence entre les opérateurs. C'est grâce au Bassin que ces expériences ont pu prendre de l'ampleur. Avant il y avait toute une série de mini expériences qui avaient certainement leur valeur et ici on réussit à unifier l'action. Mise en

commun de moyens qui sont de plus en plus mis en synergie plutôt qu'en concurrence. En la matière il y a un élément clé, c'est le décloisonnement. Je pense qu'au plan local on a réussi le décloisonnement, les personnes se côtoient. Mais aussi au niveau ministériel : quatre ministres se parlent. Il faut encore du temps, mais ça avance. Un élément qui n'est pas simple aujourd'hui, c'est le décloisonnement au niveau institutionnel. Il faut dépasser un esprit de concurrence ou de chasse gardée entre le rôle du Forem, de l'Iweps, des administrations.

P.T. Je pense qu'il y a trois axes sur lesquels les territoires pourraient travailler. Le premier c'est toute cette synergie qui devrait y avoir entre le Forem, les CISP et l'Enseignement de promotion sociale. Le deuxième est la collaboration entre les réseaux. On n'a pas encore poussé assez loin les synergies, notamment au niveau des enseignants. Le troisième concerne l'alternance. Face à deux systèmes qui se ressemblent de plus en plus et qui connaissent les mêmes difficultés, on pourrait avancer sur un territoire vers des rapprochements. Dans ces différents domaines, on pourrait avoir trois ou quatre expériences pilotes pour encourager les acteurs à travailler davantage ensemble. Ils ne le font pas assez. Plutôt que de dire on va réglementer, il faudrait laisser la possibilité d'expérimenter des partenariats auxquels les acteurs de terrains peuvent penser.

La participation des CISP dans les Instances Bassin

Pour les centres CISP, il était question depuis des années de savoir comment nous allions être intégrés dans le travail des Instances Bassin. Les textes qui parlaient de ce dispositif étaient relativement hermétiques et peu concrets sur le travail qui allait y être mené. L'intérêt de l'enseignement, mais aussi de divers partenaires pour y avoir une place soulignait à souhait combien des enjeux et des stratégies diverses allaient y être débattues.

À notre niveau, nous avons participé activement à la CCSR² et la suite de ces réunions semblait s'inscrire dans le travail que les Bassins allaient mener. Il nous apparaissait depuis longtemps que notre secteur avait au sein de ces structures une place relative.

Le travail sur le local étant une des dimensions fondamentales des missions des Plateformes CISP, il nous est apparu d'emblée qu'il nous fallait avoir notre place au sein du Bassin de vie. C'est pourquoi nous avons décidé de participer activement à ces instances en nous imposant dans les réunions pour affirmer haut et fort l'importance du secteur pour une frange importante de la population du territoire, ce public étant souvent maltraité, sous-évalué tant dans son importance, ses spécificités ainsi que vis-à-vis des enjeux qu'il représente au sein de la société pour

la promotion de l'égalité des chances et de la diversité.

À Charleroi, le fait d'avoir participé activement dans le passé aux diverses réunions de la CCSR et vu l'esprit partenarial présent, nous avons obtenu d'emblée de pouvoir prendre part activement au travail du Bassin malgré le peu de place donné à notre secteur de manière officielle.

Suite à un vote, nous avons pu, avec l'appui du Forem et de l'Ifapme, nous positionner comme Vice-présidente de l'axe formation de l'Instance Bassin et ainsi participer aux diverses instances à savoir le Bureau, la Chambre Emploi Formation et l'Instance. Nous avons pu faire valoir par ailleurs la spécificité de notre territoire en pouvant désigner outre un représentant pour Charleroi et agglomération, un représentant pour le Sud du territoire.

À Charleroi, le fait d'avoir participé activement dans le passé aux diverses réunions de la CCSR et vu l'esprit partenarial présent, nous avons obtenu d'emblée de pouvoir prendre part activement au travail du Bassin malgré le peu de place donné à notre secteur de manière officielle.



Journée "Les CISP à l'honneur" organisée par la Plateforme CISP de Charleroi et le Bassin EFE Hainaut Sud.

² La Commission Consultative sous-régionale est l'instance de pilotage et de coordination du Dispositif Intégré d'Insertion Socio-Professionnelle créée au sein de chaque Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation.

Et les CISP dans tout cela ?

B.A. Dans le Luxembourg les deux représentantes des CISP ont pris leur place dans le débat. Le premier pas c'est d'avoir leur place à part entière dans la Chambre Emploi Formation. Les représentantes des CISP ont été intégrées à tout le processus. Une belle avancée.

La pédagogie, le savoir-faire des CISP, il faut pouvoir les reconnaître, les mettre en avant et les partager autour du Français langue étrangère (FLE) et de l'apprentissage métier.

P.T. Je ne crois pas à la prospective, aux réflexions sur les métiers d'avenir. Les entreprises sont incapables de faire de la gestion prévisionnelle de l'emploi. Les métiers de demain personne ne sait ce qu'ils seront tant les mutations technologiques sont rapides. Et il y a de telles incertitudes sur le plan économique et financier que ce concept de piloter la formation par l'économie ou par l'emploi est irréaliste. Il reste aussi qu'il n'y a pas nécessairement d'emploi pour tout le monde et tous les emplois ne sont pas nécessairement convenables. Nous retrouvons la plus-value des CISP dans la question de l'émancipation sociale : il est impérieux de donner des outils à ce public pour qu'il puisse saisir sa chance.

Le point de vue des CISP est reconnu au sein de ces instances. On y évoque très régulièrement l'alphabétisation, l'insertion des primo arrivants, etc. C'est sans doute le seul lieu où sont institués autant de débats sur les peu qualifiés. Pour les partenaires de l'instance, le phénomène CISP est incontournable.

B.A. Pour toute une série de partenaires, c'est à travers les Bassins qu'ils ont découvert ce que font les CISP. Avant c'était une question de bonne volonté, certains ne savaient simplement pas que cette réalité existait. Au moins, maintenant, cette prise de conscience existe. Les CISP c'était un monde à côté, maintenant il est avec tout le monde. On a progressé.

Et demain ?

P.T. En conclusion, je pense qu'on est d'accord sur le fait qu'il ne faut pas modifier l'accord de coopération des Bassins, maintenant. Il faut laisser du temps. C'est un peu comme une auberge espagnole. Tous ceux qui jouent le jeu y trouvent leur compte. Encourager à faire des choses en plus en dehors du cadre (sous contrôle), donner de l'air aux personnes, libérerait de la créativité.



Archipel
au Salon CISP
du 18 mai 2017

Cette présence nous a permis depuis le démarrage opérationnel de l'Instance, il y a un an approximativement, de pouvoir faire valoir à travers les diverses instances, groupes de réflexions, l'importance de notre travail à l'intention du public infra scolarisé du territoire en portant une attention particulière à ce public. Nous avons pu défendre les nouveaux agréments des centres CISP, organiser une journée d'échanges de pratiques ainsi qu'une journée réunissant les acteurs de l'Instance "les CISP à l'honneur".

L'Instance nous a confié par ailleurs le pilotage de deux groupes de travail : "Les personnes d'origine étrangère" et "La petite enfance" tout en participant par ailleurs aux divers groupes de travail.

Ces quelques exemples soulignent à souhait l'importance du temps que nous devons consacrer à cette instance encore peu connue du grand public. Notre travail nécessite aussi

d'en faire le relais au niveau de notre propre secteur et d'être attentifs aux divers partenaires en posant en permanence les questions qui s'imposent. Nous nous trouvons donc au démarrage d'un important chantier.

Nous devons encore travailler sur la communication avec notre propre secteur pour pouvoir faire les relais des travaux menés, des questions posées, des veilles politiques. Nous devons être attentifs au partenariat qu'impose ce travail et aux relais à réaliser pour que notre secteur soit présent dans les divers travaux menés par cette instance, pour que notre secteur ait plus que jamais sa place et puisse faire valoir la spécificité des publics que nous encadrons, de leurs besoins ainsi que des méthodologies adaptées que nous mettons en œuvre.

JOËLLE VAN GASSE,

Directrice de la FUNOC

et représentante des CISP dans la Plateforme CISP de Charleroi

NOTRE TRAVAIL NÉCESSITE AUSSI D'EN FAIRE LE RELAIS AU NIVEAU DE NOTRE PROPRE SECTEUR ET D'ÊTRE ATTENTIFS AUX DIVERS PARTENAIRES EN POSANT EN PERMANENCE LES QUESTIONS QUI S'IMPOSENT.

B.A. Au Luxembourg, aux réunions Bassin (pas loin de 40 personnes), à chaque réunion il y a plus de 35 personnes présentes. Les personnes désignées viennent aux réunions. Cela démontre que chacun y trouve son compte, une plus-value pour les personnes qui participent au travail. C'est un thermomètre. ●

Propos recueillis par

ANTONIN LOUIS,

Chargé d'études à l'Interfédé

VÉRONIQUE DUPONT,

Chargée de mission socio pédagogique auprès de la fédération Aleap et membres du Comité de rédaction de l'Essor

Le secteur des CISP comme réseau de développement local

Quels liens entretient avec le “développement local” celui qu’on appelle aujourd’hui “le secteur CISP” ? De plus en plus, les CISP se donnent à voir comme réseau d’opérateurs unis par des objectifs et un cadre réglementaire communs. D’ailleurs, ne dit-on pas “LE secteur” des CISP ? Il serait dommage, cependant, que ce singulier lexical en arrive à masquer la réalité kaléidoscopique du secteur...

C’est à dessein que le nouveau logo des CISP matérialise une dynamique de “fusion / dispersion”. Il s’agissait de se donner une identité visuelle qui ne cache pas la forêt : les initiatives locales sont et resteront la vérité quotidienne d’un secteur tout entier tissé de diversités. Privés ou publics, isolés ou réseautés, vétérans ou débutants, les CISP sont en effet autant de projets singuliers, nés un jour “quelque part”, entendez dans un territoire donné, traversé de besoins propres que des personnes ont réussi à rencontrer en fédérant leurs énergies au moment où il le fallait. L’unicité relative du secteur est donc l’aboutissement de décennies d’un développement entamé au niveau le plus local, dans ses réalisations concrètes sinon dans ses intentions (car les premiers centres de formation furent parfois portés par des mouvements associatifs, syndicaux ou philosophiques déjà structurés). De sorte qu’il ne serait pas faux de décréter que le secteur des CISP est un réseau de développement local à lui tout seul !

> Comment tout a commencé

Les CISP actuels ont presque tous commencé comme petites structures souples, adaptables, créatives, innovantes, créées parfois de bric et de broc en réponse à un besoin très concret d’un public très local : les femmes infra scolarisées ici, les hommes alcooliques résilients là, les chômeurs immigrés de tel quartier, les jeunes en décrochage scolaire de telle commune.



Quelque chose à faire au Salon CISP du 18 mai 2017

L’évolution ultérieure de chacune de ces structures est une histoire à part entière, faite d’ajustements successifs guidés par des logiques démultipliées. En faire l’archéologie, centre par centre – comme s’y emploie l’Essor dans nombre de ses numéros – est passionnant et très révélateur quant à la capacité d’adaptation des acteurs de l’insertion socioprofessionnelle. Et par “acteur”, il faut entendre tant les responsables et travailleurs/euses des centres que leurs stagiaires, leurs partenaires, leurs clients, fournisseurs, bénévoles, etc. Car derrière ces ajustements, on trouve habituellement le constat d’un besoin émergent exprimé par l’une ou l’autre des parties prenantes d’un centre de formation et l’envie d’une équipe de rencontrer ce

besoin pour améliorer le service rendu, la qualité de l’action, le bien-être ou les compétences des stagiaires et des travailleurs.

C’était vrai aux origines : ça le reste des décennies plus tard ! Les CISP cultivent toujours en 2017 cette réactivité, cette excellente habitude de saisir au vol les tendances émergentes pour les transformer en nouveaux projets porteurs pour leurs publics. En témoignent, dans les pages suivantes (pp. 17-27), les réalisations et les dynamiques de La Calestienne, de L’EFT Work Inn, du projet “Complètement Bocal’ de Forma, de La Ferme de Froidmont ou encore de Lire et Ecrire WAPI. Mais également les nombreuses nouvelles filières de formation



DOSSIER

conçues par nombre d'autres CISP dans la foulée du Décret CISP entré en vigueur en janvier 2017.

Nonobstant, la pérennisation de ces dizaines d'initiatives tient au moins autant à leur capacité de mobilisation collective qu'à leur capacité d'innovation locale. Car l'histoire du secteur est aussi celle d'un mouvement de structuration progressive à l'échelle de territoires géographiques et d'enjeux symboliques plus vastes, entraînant la création d'instances de collaboration et de concertation à vocation verticale (pour faciliter le dialogue entre le terrain et les pouvoirs publics) ou horizontale (pour établir des partenariats locaux ou sous régionaux en lien avec les besoins d'un territoire).

> L'arbre institutionnel

Ce mouvement prend forme dès les années '80, qui voient les premières EAP (ancêtres des CISP) se regrouper progressivement par affinités idéologiques au sein de cinq fédérations – Lire et Écrire, les AID, CAIPS, ALEAP et l'ACFI – dont certaines s'accordent pour créer un service commun : EAP consultance (ancêtre de l'Interfédé), auquel est confié la mission d'informer, de former et de conseiller les opérateurs sur les aspects économiques, sociaux et pédagogiques de leur action. Mais également celle d'entrer en concertation avec la Communauté française pour une reconnaissance progressive et un subventionnement structurel de cette action.

Dès la fin de la décennie, EAP Consultance devenu depuis l'Interfédé s'engage dans un projet partenarial de grande ampleur : la création des Carrefour Formation (devenus aujourd'hui les Carrefour Emploi Formation Orientation – CEFO) et l'engagement dans ce cadre d'une vingtaine d'animateurs pédagogiques (appelés aujourd'hui "Conseillers à la formation et à l'orientation"), chargés d'accompagner les demandeurs d'emploi de manière



décentralisée, afin de coller au plus près des réalités individuelles et locales.

Car l'époque est à la territorialisation des politiques publiques, entre autres en matière d'emploi et de formation : les réformes institutionnelles belges aboutissent en 1994 à la régionalisation de la compétence de la formation professionnelle. Cette notion substitue à la dynamique de "l'offre d'emploi" celle d'une "réponse à apporter aux besoins du marché de l'emploi", transférant de ce fait la responsabilité de la mise au travail de l'employeur vers le demandeur d'emploi. Dans la foulée, différentes instances de concertation sont organisées sous-régionalement et régionalement (dont les CSEF ayant rejoint les Instances Bassins Emploi-Formation-Enseignement ou IBEFE) : c'est qu'il faut à présent identifier ces fameux besoins du marché, et former éventuellement les travailleurs afin d'y répondre ! Le secteur des EFT-OISP apporte son expertise à ces instances – non sans pointer du doigt le risque de dérive adéquationniste du système ainsi mis en place. Mais aussi, il a déjà créé ses propres collaborations sous régionales, pour

Au Four et au Moulin
au Salon CISP de Mons
en mars 2016

CAR L'ÉPOQUE EST À LA TERRITORIALISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES, ENTRE AUTRES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE FORMATION : LES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES BELGES ABOUTISSENT EN 1994 À LA RÉGIONALISATION DE LA COMPÉTENCE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

organiser et pérenniser entre les acteurs de terrain un dialogue qui reste connecté aux enjeux de leurs territoires partagés : ce sont les plateformes EFT-OISP (aujourd'hui plateformes CISP), au nombre de 10, qui se réunissent plusieurs fois par an pour déterminer des lignes d'actions communes à tous les CISP d'une même sous-région – comme, en 2016, l'organisation d'un Salon de la formation et de l'insertion à Colfontaine, co-organisé par les Plateformes de Mons et du Centre.

Décentralisation donc quand est renvoyé aux instances sous-régionales le travail de connecter les besoins territoriaux.

Mais dans le même temps, plus haut dans les niveaux logiques du secteur, c'est une démarche de centralisation qui se poursuit, les cadres législatifs évoluant vers une harmonisation toujours plus importante des EFT-OISP, pour aboutir en 2013 à la promulgation du premier Décret CISP (qui ne trouvera finalement sa pleine définition et entrée en vigueur qu'en 2017).

C'est indéniable : sous cet angle, le secteur CISP est à ce jour tout à fait institutionnalisé. Présent et représenté à tous les niveaux de pouvoir, réseauté horizontalement et verticalement, financé structurellement, réglementé, reçu en concertation, il apparaît aussi organisé et implanté que d'autres systèmes de formation plus connus tels l'IFAPME, le Forem ou la Promotion Sociale. Dès lors, peut-il encore prétendre à une véritable implication locale ? Oui, trois fois oui, comme nous allons le voir.

> Le rhizome des opérateurs

Juste au-delà de leur action de formation et d'accompagnement des stagiaires, l'ancrage local des CISP s'incarne surtout dans leurs rapports avec les autres acteurs de l'insertion, de la formation, de l'action sociale, de l'économie. C'est que tout opérateur public ou privé actif sur ces plans est potentiellement un partenaire de choix pour un CISP, qu'il s'agisse de trouver des compléments de formation, de recevoir ou de mettre à disposition des travailleurs Article 60, de trouver des lieux de stages, des clients, des fournisseurs, ou encore d'externaliser le suivi psychologique ou social, d'organiser la garde et le suivi scolaire des enfants des stagiaires, etc.

LE SOUHAIT ÉTAIT ALORS QUE CE DÉCRET "NE MARQUE PAS L'ENTRÉE DANS UNE PHASE D'IMMOBILISME DÉTERMINÉ PAR L'ENSEMBLE DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES, MAIS AU CONTRAIRE QU'IL LAISSE UNE PLACE À LA SOUPLESSE ET À LA CRÉATIVITÉ"



La Funoc au Salon CISP du 18 mai 2017

Lister les partenariats les plus classiques est en soi une démonstration des innombrables leviers partenariaux activés par les CISP pour optimiser leur action locale : Carrefours Emploi Formation Orientation, CPAS, Plan de cohésion sociale, Régies de quartier, Missions Régionales pour l'Emploi, Centres Régionaux d'intégration, Maisons de Justice, Services de Santé mentale... Il faut également citer les institutions, les entreprises et les associations susceptibles de recevoir les usagers des CISP en stage et/ou de leur proposer un emploi, ou encore de devenir clientes d'une EFT. Sans compter les entités fondées par les CISP eux-mêmes dans le but de créer de nouveaux emplois pour leurs bénéficiaires : ils sont en effet nombreux à créer des Entreprises d'Insertion, des coopératives, des sociétés à finalité sociale ou encore des IDESS¹ pour tenter de compenser le manque structurel d'emplois adaptés à leur public, tout en répondant à des besoins locaux évidents et permanents : services aux personnes fragilisées, rénovation du bâti public et privé, entretien des espaces verts, recyclage des déchets et matériaux, incitation à une consommation plus durable, services Horeca, épiceries sociales...

Comme précisé en début d'article, cependant, il n'existe pas deux CISP identiques : c'est justement dans l'articulation avec différents partenaires locaux que l'identité de chaque CISP se modèle, au jour le jour, et c'est ce qui fait de chacun d'eux une sorte d'œuvre unique, à envisager toujours au prisme de

son interaction continue avec son écosystème socioéconomique.

Il est vrai que dès l'adoption du premier décret EFT-OISP, de nombreux représentants des centres ont exprimé des craintes quant à une réduction de leur liberté à composer avec les données de leur territoire, redoutant une "vassalisation de l'associatif" ou une excessive harmonisation des programmes et pratiques. Pessimisme compréhensible, au vu de cette dynamique d'ajustement permanent qui fait toute l'efficacité de leur action auprès de leurs bénéficiaires ! Le souhait était alors que ce Décret "ne marque pas l'entrée dans une phase d'immobilisme déterminé par l'ensemble des dispositions réglementaires, mais au contraire qu'il laisse une place à la souplesse et à la créativité qui ont toujours prévalu dans le secteur associatif pour répondre aux besoins d'un public en décrochage avec un monde du travail de plus en plus exigeant et une société chaque jour plus complexe"².

¹ IDESS : Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale.

² Cfr. Essor n°37, septembre 2006.

HARMONISATION ADMINISTRATIVE CONTRE CRÉATIVITÉ PÉDAGOGIQUE : SUR LE TERRAIN, LA TENSION EST PERMANENTE, ET LA VIGILANCE S'IMPOSE POUR GARDER LE CAP D'UNE ACTION ACCOMPAGNANTE ET NON SURPLOMBANTE

Au Salon CISP à Namur Expo le 18 mai 2017

Quelques mois après l'entrée en vigueur du Décret CISP, les mêmes craintes reviennent en force, et cette fois nourries d'expérience. *"Notre frein principal désormais, confie un responsable de CISP liégeois, c'est la lourdeur administrative. Il y a dix ans, un dossier stagiaire contenait 6-7 pages. Aujourd'hui, il en contient 50 ! Plus il y a de catégories de stagiaires différents, plus le traitement des demandes se complexifie, et certains candidats stagiaires se voient refuser une formation sous prétexte qu'ils ne sont pas dans la bonne case dans les fichiers de l'administration ! C'est une tendance totalement inverse à notre logique première, qui est de donner une chance à n'importe quel stagiaire engagé dans un mouvement de reconstruction socioprofessionnelle".*



Harmonisation administrative contre créativité pédagogique : sur le terrain, la tension est permanente, et la vigilance s'impose pour garder le cap d'une action accompagnante et non surplombante. Ne paniquons pas : en 2017, les CISP peuvent encore faire valoir leurs identités multiples. Chacun a réussi le pari de se couler dans le cadre CISP sans se renier... au prix éventuellement de longues heures de discussion et d'aménagements. Mais le risque est là de voir imposer insidieusement aux stagiaires des parcours préformatés indépendamment de leurs

besoins (*"vous devez suivre ce cours, signer ce papier parce que l'administration l'exige"*), entraînant à terme l'extinction de leur réactivité aux enjeux de proximité et, partant, le sacrifice de la mission essentielle d'émancipation qui leur est dévolue. Mais au vu de ce qui précède, on peut sans nul doute tabler sur l'ingéniosité et la réactivité

de ces opérateurs multiformes aux idéaux puissants : ils trouveront toujours la parade pour remettre leurs bénéficiaires au centre de leur démarche ! ●

CÉLINE LAMBEAU,

Chargée de recherche à la fédération CAIPS et Membre du Comité de rédaction de L'Essor



Au Salon CISP à Namur Expo le 18 mai 2017

Complètement Bocal, complètement Forma

Forma est un centre CISP installé à Namur dont l'objectif est de former des demandeuses d'emploi peu scolarisées et souvent très précarisées aux métiers de la petite restauration et du nettoyage. Pour Forma, s'impliquer localement fait partie de l'ADN du secteur des CISP. Il s'agit d'unir ses forces pour pouvoir agir collectivement à l'échelle d'un territoire. Ce dernier représente un enjeu collectif car il valorise les compétences des acteurs qui s'y trouvent.

Rencontre avec Sophie Linsmeau, directrice de Forma.

C'EST DANS LE CADRE DE SON ACTIVITÉ CISP QUE FORMA A ENSUITE INITIÉ, EN AOÛT 2015, LE PROJET "COMPLÈTEMENT BOCAL": LA PRODUCTION DE POTAGES ET CONSERVES DE SAISON À PARTIR DE LÉGUMES CULTIVÉS PAR DES PRODUCTEURS LOCAUX

Porté par une recherche de dynamique participative et locale, Forma a participé à la fondation de l'association ReLocalise avec le Perron de l'Ilon, d'Ici, la Ressourcerie namuroise¹.

"L'asbl ReLocalise s'inscrit dans une dynamique locale, et s'appuie sur des projets concrets auxquels elle donne une nouvelle dimension. Elle est portée grâce à la collaboration entre acteurs". ReLocalise considère le contexte local comme un levier pour créer des opportunités économiques et sociales.

> Complètement bocal un projet de mobilisation durable

C'est dans le cadre de son activité CISP que Forma a ensuite initié, en août 2015, le projet "**Complètement Bocal**"²: la production de potages et conserves de saison à partir de légumes cultivés par des producteurs locaux regroupés entre autres au sein de Paysans Artisans³. Forma est donc devenu le 58^{ème} producteur de la coopérative dont la vocation est de promouvoir et soutenir l'accès aux cultures de producteurs agricoles et artisans³ transformateurs des communes de Floreffe, Fosses-la-Ville, Jemeppe-sur-Sambre, Sambreville, Mettet, Profondeville et Namur. Le projet Complètement Bocal associe également ReLocalise et les magasins d'Ici.

"**Complètement Bocal**" est donc un projet de (re)valorisation de marchandises alimentaires et d'écoulement de surplus inscrit dans le cadre d'une activité durable, créatrice d'emploi,

répondant à une demande locale d'alimentation à haute valeur ajoutée. Des produits porteurs de sens qui favorisent l'économie locale, les producteurs, les personnes en formation et les consommateurs.

"**Complètement Bocal**" garantit durant toute l'année des produits issus de l'agriculture biologique ou raisonnée. Une initiative qui permet de sensibiliser à un autre mode de consommation et de répondre aux besoins des producteurs locaux de valoriser des produits de pleine saison. Par ailleurs, des potages sont également produits pour les écoles.

Pour Sophie Linsmeau, ce projet constitue avant tout l'opportunité pour les personnes en formation de prendre connaissance, de participer activement à des actions de consommation de proximité et de saison. L'enjeu est de donner les moyens de connaître et d'apprécier les produits locaux, et de développer des capacités professionnelles valorisables sur le marché de l'emploi.

¹ www.relocalise.be

² www.asblforma.be

³ www.paysans-artisans.be





Au sein de Forma, Sandrine, travailleuse sociale, veille à ce que le projet fasse écho et soit porteur de sens, valorise enfin celles et ceux qui y prennent part. En effet, au départ, il est essentiel de dialoguer et de mobiliser les personnes en formation.

Pour faire bouger la société, Forma affirme qu'il est indispensable que toutes et tous prennent part s'ils le souhaitent aux actions alternatives et de transition.

Forma espère enfin autonomiser le projet en le rendant viable. Pour cela, elle est soutenue par le Bureau Economique de la Province (de Namur)⁴ pour toute la réflexion stratégique et financière sur la possibilité ou non d'exporter cette activité en coopérative.

> Le local une richesse à part entière

S'impliquer localement à la mode de Forma permet de (re)questionner un modèle économique qui exclut et, d'impulser des alternatives à la portée de tous où chacun se mobilise à l'échelle de son territoire. C'est aussi en quelque sorte choisir d'investir dans des actions à plus-value sociale et humaine "de proximité" pour consommer autrement. En effet, Forma veut participer à une économie au profit du plus grand nombre, des personnes, des citoyens.

S'impliquer localement à la mode de Forma donne sens aux actions de formation en les

reliant à des préoccupations citoyennes et sociétales. Le centre CISP est un formidable labo pour expérimenter et associer les participant(e)s, partenaires et acteurs. Une échappatoire à l'isolement social et à la ghettoïsation.

Que ce soit au sein de la plateforme associative namuroise (la CNFA)⁵ ou avec les partenaires de "Complètement Bocal", Forma, tout comme d'autres centres CISP, entend investir son territoire pour "faire autrement", mais également donner une autre image du secteur, le faire connaître, faire des alliances, être complémentaire, trouver des expertises, du soutien de personnes à personnes, se respecter et respecter les autres, apprendre et découvrir...

Une aventure qui aurait été difficile sans les partenaires et porteurs de projets qui par leur expertise ont été des moteurs incontournables. ●

Propos recueillis par

VÉRONIQUE DUPONT,

Chargée de mission socio pédagogique auprès de la fédération Aleap et Membre du Comité de rédaction de l'Essor

⁴ www.bep.be/territoire/

⁵ La CNFA, Coordination Namuroise des Formations à l'Autonomie, est la plateforme des centres CISP situés sur le territoire de la Direction régionale de Namur. Elle regroupe 9 centres EFT et 13 centres DéFI. <http://cnfa.be/>

**S'IMPLIQUER
LOCALEMENT
À LA MODE
DE FORMA
DONNE SENS
AUX ACTIONS
DE FORMATION
EN LES
RELIANT À DES
PRÉOCCUPATIONS
CITOYENNES
ET SOCIÉTALES.**

Et si on regardait du côté de la Ferme de Froidmont...

La Ferme de Froidmont est une association reconnue d'économie sociale qui a pour objet depuis 2010 l'insertion socioprofessionnelle d'adultes demandeurs d'emploi. Depuis sa création, la Ferme de Froidmont¹ tente de relever trois des défis posés à notre société : le manque d'emplois, les exclusions et séparations sociales, la destruction de notre environnement naturel.



La Ferme de Froidmont au Salon CISP du 18 mai 2017

à Froidmont et qui sont d'origines différentes. Nous tentons d'essaimer et inspirer autour de nous".

Certifiés bio, le restaurant de la Ferme et ses potagers sensibilisent à une nourriture saine à prix équitable. Les ateliers et les nombreux événements, mais aussi les locaux de la Ferme rassemblent des personnes qui réfléchissent à la transition.

Différentes actions concrétisent cet engagement local : "Du potager à l'assiette", lancement d'une monnaie complémentaire, ateliers et café citoyens, projet d'égalité des chances, accueil des immigrés, témoignages dans les écoles et les universités, participation au réseau Transition...

¹ www.froidmontinsertion.be

Chaque année, Froidmont Insertion forme et accompagne vers l'emploi plus d'une trentaine de stagiaires qui deviendront commis de cuisine, de salle et maraîchers bio en permaculture.

L'association loue neuf logements de transition avec des baux de 1 à 3 ans. Une quinzaine de locataires démontrent dans leurs incroyables différences que la mixité sociale est non seulement possible, mais surtout très bénéfique.

Le projet de la Ferme de Froidmont s'inscrit depuis le début dans les démarches de transition, du développement durable et des soins à donner à "notre maison commune" qu'est la terre. Les potagers urbains et leurs 60 jardins partagés sont bio et en permaculture.

Le restaurant est aussi bio, comme les paniers et le marché. La Ferme a initié la préparation d'une monnaie complémentaire pour le Brabant wallon.

> Une approche centrée sur le territoire

Les activités se déroulent sur un territoire volontairement fixé à la commune de Rixensart même si, comme le stipule Thierry de Stexhe, directeur, "on nous connaît un peu partout et nous travaillons aussi dans le centre du Brabant wallon, il y a une dynamique vertueuse entre les demandes et nos actions de sensibilisation, d'initiation ou nos réalisations. Nous travaillons à la reliaison et l'inclusion entre les divers publics qui passent

LE PROJET DE LA FERME DE FROIDMONT S'INSCRIT DEPUIS LE DÉBUT DANS LES DÉMARCHES DE TRANSITION, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES SOINS À DONNER À "NOTRE MAISON COMMUNE" QU'EST LA TERRE



“Nos partenaires sont tous ceux qui partagent les mêmes valeurs et objectifs, cela va donc de Fedasil à des agriculteurs et des commerces locaux, des CPAS aux écoles, des associations luttant contre la pauvreté aux politiques et des administrations aux entreprises proches, etc. L’union fait en effet la force.”

“Parce que permettre à chacun de retrouver de la valeur à ses propres yeux ainsi qu’aux yeux des autres, outiller pour développer son épanouissement et prendre une place d’acteur dans la société sont les trois défis que nous tentons de relever avec nos apprenants. C’est le cœur de notre raison d’être. Cette démarche plutôt individuelle avec eux nous a très vite conduits à l’étendre au collectif avec un maximum des habitants de notre territoire”.

> Un projet local bien intégré

Thierry de Stexhe estime que pour réussir à participer au développement local, il faut : *“Une vision et des objectifs clairs avec de la ténacité et de l’agilité pour s’adapter aux*

mauvaises nouvelles. Avoir rendu concret et mis en actes des valeurs partagées par ceux qui veulent un avenir pour les hommes. Le plaisir des rencontres autour des repas et d’activités inclusives et participatives diverses dans le respect de l’environnement. Un accueil de la commune.

Le film “Demain” est tombé à pic, car chez nous, c’était déjà en partie “Aujourd’hui”. La croissance de notre notoriété est observée depuis 2 ans grâce au soutien des réseaux sociaux. Assurer ce que l’on dit qu’on fait est ce qu’on fait vraiment. Une gouvernance de plus en plus participative.”

Froidmont a cependant rencontré des obstacles : *“Nos activités économiques financent une grosse moitié de nos besoins et c’est exigeant. C’est une recherche permanente aux croisements de l’économie classique dite “bleue” et celle dite “verte”. Nous restons donc fragiles, quel que soit le professionnalisme déployé pour s’autofinancer, car les subventions sont incertaines.*

Des opérateurs économiques reprennent déjà et reprendront les niches de marchés que nous avons explorées et développées dans une logique capitaliste sans gouvernance participative. Il nous faudra donc sans cesse innover.” ●

Propos recueillis par

LEYLA BUEKENS,

Chargée de projets auprès de la fédération ACFI-FIAS et Membre du Comité de rédaction de L’Essor

PARCE QUE PERMETTRE À CHACUN DE RETROUVER DE LA VALEUR À SES PROPRES YEUX AINSI QU’AUX YEUX DES AUTRES, OUTILLER POUR DÉVELOPPER SON ÉPANOUISSEMENT ET PRENDRE UNE PLACE D’ACTEUR DANS LA SOCIÉTÉ SONT LES TROIS DÉFIS QUE NOUS TENTONS DE RELEVER AVEC NOS APPRENANTS.

La Calestienne, centre de formation ou acteur de développement ? Les deux, résolument !

Un décret tout neuf, un socle de financement structurel acquis, un contrat de coopération avec le Forem pour pimenter les choses, l'avenir du secteur et des centres CISP semble tout tracé. N'y aurait plus qu'à "gérer" ? D'aucuns le souhaitent, certains le craignent, d'autres encore ne se posent pas la question, ils tracent leur chemin.

Carte de visite

L'EFT de La Calestienne

ce sont 4 filières de formation :

- Horeca, La Brasserie du Pôle
 - Écoconstruction
 - Écocantonnier
 - Nettoyage industriel
- Et une IDESS en travaux de jardins.

Les projets initiés au départ de la Calestienne ce sont :

- Un pôle d'entreprises et pépinière de projets : le "Pôle Beurinois"
- Une Entreprise d'insertion en nettoyage : "La coopérative de la savonnerie"
- Une Entreprise d'insertion en écoconstruction : "Couleur terre"
- Un axe mobilité : vélos (électriques) partagés et une automobile partagée
- Un atelier de construction partagé
- Une grappe d'artisans entrepreneurs en construction
- Une entreprise d'économie sociale à vocation immobilière, "l'éco-immobilière"
- Un espace de coworking

www.calestienne.com

Installée à Beauraing, petite ville rurale à la porte de l'Ardenne belge, La Calestienne est une EFT "rayonnante" à plus d'un titre.

Ni pionnière du secteur ni nouvelle venue, elle est l'héritière d'un très modeste projet de formation initié à la fin des années '90. Un projet mal né, trop petit, ne bénéficiant pas de la visibilité et de l'influence d'une grande ville, d'un réseau ou d'une structure plus établie, la petite asbl a dû prendre son destin en main. Refusant le syndrome "Caliméro", La Calestienne a pris pour habitude de considérer chaque contrainte comme une nouvelle opportunité d'évoluer.

Le résultat a de quoi étonner. En moins de vingt ans, l'association est passée d'une à quatre filières de formation, a initié quantité de projets aujourd'hui autonomes et est passée d'un staff de trois personnes à la création de près d'une centaine de postes de travail tous projets confondus.

> Une identité : acteur et entrepreneur de développement

Pour Michel Thomas, directeur de l'asbl, le statut d'EFT ou de CISP n'a jamais été une identité en tant que telle. Les missions de La Calestienne dépassent celles des décrets. Si La Calestienne est en transformation perpétuelle (y compris au sens propre : les chantiers d'aménagement sont sans



SI NOUS RENCONTRONS EFFECTIVEMENT NOS MISSIONS EN TANT QUE CISP, NOUS NE NOUS Y ARRÊTONS PAS. NOUS SOMMES DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT. LORSQU'UN PROJET A DU SENS SOCIALEMENT, ÉCONOMIQUEMENT ET CULTURELLEMENT, IL MÉRITE D'ÊTRE PRIS EN COMPTE ET MIS EN ŒUVRE.



cesse ré-ouverts), il n'y a toutefois pas de plan de développement. Elle avance pas à pas. À chacun de ceux-ci apparaissent de nouveaux besoins et avec eux de nouvelles réponses à inventer. La "filiale" construction est un exemple parmi d'autres de ce processus en place.

Dans un premier temps la formation en éco-construction est lancée début des années 2000 pour étoffer l'offre de formation de l'EFT avec d'une part le souci de se positionner économiquement sur un marché de niche porteur, moins soumis à la concurrence et d'autre part socialement pertinent, car susceptible d'être propice à l'insertion professionnelle des stagiaires (ce qui sera avéré par la suite). Mais, très rapidement, l'expérience montre que la formation en éco-construction ne répond pas à tous les besoins : certaines techniques de mise en œuvre sont soit trop pointues, soit pédagogiquement redondantes que pour avoir leur place dans la formation.

De plus, les décideurs de La Calestienne considèrent qu'ils ont aussi un rôle à jouer en tant que développeur d'emplois d'insertion. Très vite, l'entreprise d'insertion "Couleur Terre" est créée, se positionnant de façon complémentaire à l'EFT et développant un réseau de partenariat avec d'autres artisans régionaux au travers d'une grappe d'entreprises. Enfin, dernière étape (à ce stade...), un constat social : l'accès à un logement de qualité, énergiquement performant, est difficile pour des personnes aux revenus modestes. En créant l'éco immobilière, La Calestienne se dote donc d'un outil de développement de logement, tout en assurant du travail pour la filiale de formation et pour Couleur Terre.

Cohérence en termes économiques, d'insertion professionnelle, et de développement social. Le cercle est vertueux et complémentaire. "C'est amusant cette dynamique. Je "joue" en permanence, ça trompe l'ennui, souligne le directeur d'un sourire malicieux, tout en insistant : pour autant que cela reste cohérent."



> Ouvrir les champs d'action

Le Conseil d'administration de l'institution encourage son directeur à aller toujours plus loin. Toujours dans une logique de développement local, la réflexion sur les villes en transition est à l'agenda de 2017. "L'innovation ne se limite pas au champ socioéconomique, elle apparaît aussi dans la dimension politique et culturelle, notamment dans la nécessité de trouver de nouvelles réponses aux besoins de mobilité, de consommation, d'organisation de la société, de participation démocratique..., témoigne Michel Thomas. Il précise : C'est beaucoup plus inclusif, il y a une dynamique systémique intéressante. Par exemple, si on place notre action sur l'écoconstruction dans un cadre plus large comme celui du mouvement en transition, on lui donne une résonance plus puissante, qui amène jusqu'à réfléchir sur la façon d'occuper le territoire."

L'INNOVATION
NE SE LIMITE PAS
AU CHAMP
SOCIO-ÉCONOMIQUE,
ELLE APPARAÎT
AUSSI DANS
LA DIMENSION
POLITIQUE
ET CULTURELLE.

**> Pas d'ébullition,
une méthode digne de la cuisson
"basse température"**

La vie bat son plein à La Calestienne, c'est une évidence. Et pourtant, il n'y a pas d'effervescence exubérante, au contraire, on peut parler de sérénité. Ceci est certainement dû, en partie, à la façon d'envisager le développement. Il y a comme une volonté de faire la différence entre l'opportunisme et le fait de saisir les opportunités. Le directeur se présente comme un homme curieux, attentif et ouvert aux bonnes idées qu'il capte lors de ses multiples rencontres. Mais il ne s'en saisit "que si elles font échos à des besoins locaux et à des compétences que l'on a ou qui nous sont accessibles."

Car le niveau local est primordial. C'est celui qui permet d'avoir une maîtrise sur les projets, de les rendre accessibles. Michel Thomas prend donc le temps, ne brûle pas les étapes, mais ne manque pas d'ambition pour autant. Ni de leadership. "La question de la limite n'existe pas pour nous, dit-il. Sauf sur le plan éthique. Il développe : Il faut être humble sur ce que l'on est, mais ne pas se mettre un frein sur

ce que l'on pourrait devenir. Ce n'est pas une question d'égo. Il ne s'agit pas d'être plus grand ou plus fort que les autres. Il s'agit surtout de se donner toutes les possibilités de poursuivre sa mission, de diversifier ses actions, de les compléter et de les enrichir, pas pour soi-même donc, mais d'abord pour le projet dans sa globalité économique, sociale et environnementale."

> Il n'y a pas de modèle

Pour Michel Thomas, le projet de La Calestienne ne peut servir de modèle "clé sur porte" à reproduire, car il est le résultat d'une adaptation aux contraintes, besoins et atouts de son environnement. "Il ne s'agit pas de copier ou d'être copié, nous dit-il. Par

contre, servir d'inspiration, pourquoi pas : c'est d'ailleurs comme ça que je fonctionne, précise-t-il. Je fais beaucoup de voyages, je cherche les rencontres, je m'inspire des expériences des autres, de leurs idées. Mais ensuite il faut se les approprier, les traduire par rapport à notre contexte, nos ressources, "notre écosystème".

La Calestienne affiche un état d'esprit éclairé, axé sur l'écoute, le goût d'entreprendre, en s'appuyant sur le cadre mais en le dépassant à l'envie et selon les besoins. En quête infatigable de nouveaux horizons, les deux pieds bien sur terre, Michel Thomas est ouvert à la rencontre, pour tout ce qu'elle permet, transmettre et recevoir, pour partager des racines et des ailes. ●

Propos recueillis par

ÉRIC ALBERTUCCIO,

*Permanent auprès de la fédération AID
et Membre du Comité de rédaction de l'Essor*

POUR MICHEL THOMAS, LE PROJET DE LA CALESTIENNE NE PEUT SERVIR DE MODÈLE "CLÉ SUR PORTE" À REPRODUIRE, CAR IL EST LE RÉSULTAT D'UNE ADAPTATION AUX CONTRAINTES, BESOINS ET ATOUTS DE SON ENVIRONNEMENT.



∴ Lire et Écrire Wapi, acteur de développement local et territorial

Située entre la Flandre au nord, la France à l'ouest, la région du Borinage au sud et la grande banlieue de Bruxelles à l'Est, la Wallonie picarde est une région semi-rurale qui s'étend sur 1.300 km². Peuplée de plus de 330.000 habitants, sa densité de population est proche de celle de la Région wallonne, mais son caractère mi-urbain, mi-rural est particulièrement marqué. Sur les 23 communes qui composent ce territoire, près de la moitié peuvent être qualifiées de "rurales"¹. Mais même pour les communes dites "urbaines", il importe de prendre en considération une dimension rurale importante².



EN 2017, NOTRE ASBL S'IMPLIQUE DANS PRÈS D'UNE QUARANTAINE DE DYNAMIQUES LOCALES OU TERRITORIALES AUX CÔTÉS DE PLUS D'UNE CENTAINE DE PARTENAIRES.

La question du droit à l'alphabétisation et l'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation d'illettrisme concerne l'ensemble des acteurs de notre société. Il est impératif de définir une stratégie globale de sensibilisation, de partenariat, de mise en réseau et de développement territorial. Dans le combat que nous menons, aucun partenariat n'est a priori inutile, quelle que soit l'étendue du territoire dans lequel il s'inscrit : au niveau d'un quartier, d'une commune, d'une sous-région, d'une région et même d'un groupement européen de coopération territoriale (GECT). Nous allons tenter d'illustrer ci-après les différentes implications et réalisations rendues possibles grâce à notre implication dans ces dynamiques de développement local.

Concernant le secteur CISP, la Wallonie picarde se caractérise par une offre de formation insuffisante et un faible nombre de CISP (8 en tout). Pour exemple, dans le domaine de l'alphabétisation, Lire et Écrire recouvre près de 100 % de l'offre sur le territoire en organisant des formations dans sept des vingt-trois communes de Wapi, ne touchant ainsi que 250 personnes annuellement sur les 25.000 personnes³ potentiellement concernées par un dispositif d'alphabétisation.

Le rassemblement d'acteurs de différents secteurs, la mobilisation de partenaires par territoire, permet une meilleure connaissance réciproque, de mutualiser les ressources et

de renforcer le sentiment de solidarité chez les différents acteurs, notamment à travers la réalisation collective de diverses actions. Pour ce faire, le travail partenarial s'appuyant sur des synergies de développement local doit prendre en compte de nombreux aspects : spécificités territoriales, contextuelles, institutionnelles, personnelles... Lire et Écrire est tantôt à l'initiative de dynamiques, tantôt partie prenante de projets de développement locaux pilotés par d'autres structures. Certaines plateformes/coordinations s'organisent spécifiquement autour de la question du droit à l'alphabétisation tandis que d'autres se donnent un domaine d'intervention plus large (emploi, culture...).

¹ "Le développement rural, une piste pour dynamiser la démocratie locale", F. Caudron, Question de point de vue, septembre 2007.

² Tournai est une des communes belges les plus étendues avec une population intra-muros qui représente la moitié de la population, l'autre moitié vivant pour l'essentiel en milieu rural.

³ 10 % de la population adulte du territoire ; en l'absence d'enquête spécifique, Lire et Écrire estime que 10 % de la population adulte en Fédération Wallonie-Bruxelles est analphabète ou illettrée. Cette estimation est une estimation minimaliste si on la compare aux résultats obtenus par les enquêtes menées dans les pays comparables.

Développement local à l'échelle d'une commune : Mouscron

En 2017, notre asbl s'implique dans près d'une quarantaine de dynamiques locales ou territoriales aux côtés de plus d'une centaine de partenaires.

Prendre en compte la question du droit à l'alphabétisation et de l'insertion socioprofessionnelle des publics infra scolarisés dans le projet de développement d'un territoire recouvre des enjeux politiques majeurs tout comme notre participation à des plateformes plus locales permet d'informer et de sensibiliser des acteurs qui peuvent se révéler des relais jusqu'alors insoupçonnés (entraîneurs de foot, policiers, directeurs d'école, etc.). Ces deux types de partenariats, loin de s'opposer, se complètent. Dès lors, il n'est pas aisé d'assurer une implication forte et pérenne dans l'ensemble de ces collectifs, plateformes, coordinations ou réseaux tant ils sont nombreux et parfois très peu coordonnés entre eux... Dans certaines communes, nous sommes ainsi présents dans un "Collectif contre la pauvreté",

Le RAM (Réseau Alpha Mouscronnois) réunit une trentaine de partenaires mouscronnois soucieux de créer des liens pour avancer vers un but commun : "Le Droit à l'Alphabétisation pour Tou-te-s". Initié par la Plateforme Alpha-Wapi et porté par le Plan de Cohésion Sociale (PCS), le réseau a déjà abouti à plusieurs réalisations : création d'un logo permettant aux personnes en difficultés de lecture et d'écriture d'identifier des professionnels pouvant les accompagner dans leurs projets, production d'un slogan audio informant

des possibilités d'intégrer une formation (slogan diffusé lors d'événements "tout public" tels que le salon de la famille, le marché de Noël et également sur les ondes de la radio locale), organisation d'un concours vidéo sur le thème "Aujourd'hui, à Mouscron, 1 personne sur 10 est en situation d'illettrisme". Les résultats de ces différentes actions ont concrètement permis une augmentation des demandes de formation sur le territoire et une meilleure orientation des publics.

un "Plan de Cohésion Sociale", un "Conseil de Développement de la lecture"...

Cette implication dans ces synergies de développement local requiert également de la polyvalence qui va de l'allumage d'un barbecue dans une fête des voisins, la participation à des tables rondes avec des chefs d'entreprises ou encore l'interpellation et la mobilisation de responsables politiques pour le soutien de projets.

locales, il importe de prendre conscience que cela nécessite des ressources, de la patience, de l'énergie, une bonne dose de convictions et de la méthode afin de permettre à chacune et chacun d'être acteur de développement pour un changement social vers plus d'égalité. ●

DOMINIQUE ROSSI,

Coordinateur de projets pour la fédération Lire et Ecrire Wallonie et Membre du Comité de rédaction de L'Essor

Développement local à l'échelle d'un quartier : La cité du Préau à Bernissart

À l'échelle d'un quartier, nous prenons part au projet de "La Maison du Préau" à Bernissart. Cette Maison située dans un quartier de Bernissart aux réalités sociales difficiles regroupe une école de devoirs, une AMO, des services communaux et Lire et Ecrire notamment. Plusieurs réalisations menées collectivement avec les associations et les habitants ont déjà pu voir le jour : organisation d'une fête interculturelle, montage d'une pièce de théâtre... Ceci permet une ouverture du quartier vers le reste de la commune et inversement. En termes d'enjeux d'insertion socioprofessionnelle, il semble important de contribuer à changer l'image négative de ce quartier qui induit une image négative elle aussi des gens qui y vivent, et de permettre à ces habitants de prendre une place d'acteur de développement du quartier tout en s'appropriant les outils nécessaires à une insertion socioprofessionnelle durable et de qualité.

Une des questions inhérentes à notre implication dans ces divers projets de développement local est la place que nous faisons à nos publics ; de sorte qu'ils ne soient pas bénéficiaires, mais acteurs de ces dynamiques. Car tel est là l'enjeu d'un réel développement local s'inscrivant dans une volonté de transformation des rapports sociaux. Il ne peut se faire que pour et avec les personnes concernées. Forts de nos expériences, nous constatons que cette participation est d'autant plus difficile à mettre en place que le territoire s'agrandit et que les modes de communications/décisions s'institutionnalisent.

En guise de conclusion, si, comme le montre notre implication dans ces multiples dynamiques locales, nous sommes persuadés que les solutions pour un changement de société et une insertion socioprofessionnelle des publics les plus éloignés de l'emploi se jouent aujourd'hui à l'échelle des territoires et des dynamiques



Projet "Afrique(s)"
de Lire et Ecrire
Wallonie Picarde

Développement local à l'échelle d'une "sous-région" : la Wallonie picarde

Notre participation active à de nombreux organes de développement territoriale (Plateforme CISP Wapi, CHOQ⁴, IBEFE⁵ Wapi, Plateforme Alpha Wapi, Conseil de développement de Wallonie picarde, Collectif pour le refus de la misère, Plateforme d'intégration des personnes migrantes...) a permis notamment :

- **D'injecter** au "Projet de territoire Wapi 2025", deux objectifs prioritaires :

- > "Favoriser l'insertion du plus grand nombre de personnes, et en particulier des publics fragilisés et défavorisés"
- > "Faire de l'éducation populaire un socle du développement de la Wallonie picarde"

- **De contribuer** à la mise en œuvre d'un "Pôle Synergie : Acquisition des compétences de base" au sein de l'Instance Bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi de Wallonie picarde.

- ...

⁴ Fédérateur de forces vives, le CHOQ se donne pour mission de contribuer activement à la prospérité socio-économique de la Wallonie picarde en faisant émerger des projets innovants.

⁵ Renforcer les articulations et les synergies en matière d'enseignement, de formation et d'emploi sur un territoire donné ; tels sont les objectifs d'un Bassin Enseignement qualifiant-Formation-Emploi (IBEFE).



Création de Lire et Ecrire exposée à Tournai Ville en poésie

Développement local à l'échelle régionale : la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles

Lire et Écrire Wapi s'inscrit dans des dynamiques territoriales qui dépassent la Wallonie picarde et s'étendent ainsi dans le Mouvement Lire et Écrire via ses coordinations wallonnes et Fédération Wallonie-Bruxelles. Par le biais de Lire et Écrire Wallonie, notre asbl fait partie de l'Interfédé et s'inscrit donc dans le projet de cet acteur incontournable et reconnu pour sa force de proposition en matière d'accès à la formation et à l'emploi pour toutes et tous en Wallonie. Lire et Écrire fait par ailleurs force de proposition auprès du gouvernement wallon pour une politique coordonnée d'alphabétisation et de prise en compte des personnes en situation d'illettrisme. Au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Lire et

Écrire est reconnue Mouvement d'Éducation permanente. À ce titre, notre asbl s'inscrit dans un projet qui accueille plus de 4.000 apprenants chaque année et développe des actions de participation, d'éducation, des formations citoyennes, formation d'animateurs, productions d'analyses et d'études, actions de sensibilisation... C'est dans ce cadre que chaque année, nous développons notamment une campagne de sensibilisation dont la dernière en date dénonçait les dérives de l'État Social Actif et son impact sur les personnes en situation d'illettrisme. En 2017 nous avons demandé à rencontrer monsieur Borsus, ministre fédéral de l'Intégration sociale, afin de lui faire part de nos constats et revendications.



Création de Lire et Ecrire exposée à Pop Up Mons

Développement local à l'échelle d'une "Eurorégion" : L'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai

Notre asbl est ancrée sur un territoire "européen". Il s'agit de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai qui est un GECT. Les groupements européens de coopération territoriale ou GECT sont des instruments de coopération mis en place par le Parlement européen et le Conseil européen, en juillet 2006 qui ont "pour vocation de répondre aux difficultés rencontrées dans le domaine de la coopération transfrontalière et de faciliter et promouvoir la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale entre ses membres". Préoccupée tant par des questions allant de la mobilité au tourisme, en passant par la culture, l'aménagement territorial ou encore

le développement économique, nous avons pris le parti de nous investir dans le Forum de la Société Civile de l'Eurométropole afin que cette Eurorégion puisse se développer pour et avec chacun de nos concitoyens : qu'ils sachent lire ou pas, qu'ils soient éloignés ou pas de l'emploi. Outre notre implication dans le Forum, nous avons déjà pris part à différentes activités organisées à l'échelle de l'Eurométropole, dont le "Salon de l'Emploi de l'Eurométropole". Nous avons également conçu un projet avec des partenaires flamands et français afin d'impulser une dynamique du "plaisir d'apprendre" au sein de ce territoire transrégional et transfrontalier.

∴ L'ancrage local de Work Inn, une réalité quotidienne

Interrogé sur l'EFT dont il assure la direction pédagogique, Arnaud Milstein l'inscrit d'emblée dans le champ de l'économie sociale et locale : Work Inn s'affirme dans ses propos comme une entreprise, mise au service de la formation professionnalisante bien sûr, mais avant tout attentive à offrir aux citoyens des produits et services nécessaires, avec un degré élevé de qualité.

Dès lors, l'ancrage local de Work Inn n'est pas un positionnement idéologique ou un vœu pieux : c'est une réalité quotidienne, presque tranquille, résultante naturelle d'une adéquation entre les besoins élémentaires d'acteurs diversifiés qui vivent et travaillent sur un même territoire.

“Si notre activité tourne bien, c'est tout simplement parce que notre offre de services concerne les besoins primaires des personnes, explique Arnaud Milstein. Partout et toujours, les gens doivent manger, veulent habiter dans des logements corrects et les rénover. Comme dans toute entreprise, la dynamique à instaurer est celle d'une pertinence entre offre et demande. Les enjeux actuels du bassin liégeois sont connus : c'est une grande métropole, avec une population importante ; la région travaille son identité post-industrielle... Work Inn articule simplement les besoins des demandeurs d'emploi, ceux des petits entrepreneurs et ceux des citoyens, dans une logique de proximité géographique et pratique”.

Cette juste articulation des besoins à l'échelle locale est cependant couplée à un autre mot d'ordre, récurrent dans les propos des formateurs comme des stagiaires : la qualité du travail. C'est simple, confie-t-on chez Work Inn : si la table est bonne et le cadre agréable, si la carte évolue et propose des prix adéquats (comprenez : ni bradés ni surévalués), les clients reviennent. Même principe sur les chantiers : un travail soigné assure un client satisfait qui recommandera l'entreprise autour de lui. Dès lors, les salles et les



Une équipe de Work Inn aux Mijotés du secteur

carnets de commandes de Work Inn sont complets. *“Dans une dynamique d'entreprise attentive, réaliste et rigoureuse, la dimension sociale est une valeur ajoutée et non un alibi. On ne cherche pas des clients qui accepteraient un service moindre sous prétexte que “c'est du social””.*

Ajoutez enfin une véritable pédagogie du projet, pensée pour garantir l'émancipation des stagiaires, et vous aurez saisi l'esprit Work Inn : les formateurs et accompagnateurs de l'EFT veillent à assurer un cadre structuré, des exigences claires, et une attention individualisée à chaque apprenant. *“Les stagiaires s'y retrouvent et y gagnent. Ils saisissent très vite nos principes de fonctionnement – clients réels, échéances, consignes précises, travail*

soigné – et entrent dans le mouvement. Mais nous ne les maintenons pas à tout prix en formation pendant 18 mois : ils viennent chercher ce dont ils ont besoin, sont rapidement envoyés en stage, et incités à poursuivre leur propre projet – travail, autre formation... Il n'est pas question pour nous de les instrumentaliser au profit de l'entreprise.” ●

CÉLINE LAMBEAU,

Chargée de recherche à la fédération CAIPS et Membre du Comité de rédaction de l'Essor

La rubrique pédagogique

Les journées sur chantier, une mise en abîme¹

La formation de formateurs est un classique de l'Interfédéré. Pendant 11 jours, dont 9 dans les locaux de l'Interfédéré et 2 sur chantier, les formateurs vont questionner leur pratique professionnelle et se doter de nouvelles approches pour exercer leur métier. Les journées sur chantier sont un moment clé dans ce dispositif. Focus sur ces journées particulières de formation dans la formation.

Durant deux journées, deux centres accueillent les participants au module. Ces derniers vont rejoindre un groupe de stagiaires et vivre une journée de formation dans divers ateliers/chantiers. L'un des participants conserve sa place de formateur et accompagnera plusieurs types de stagiaires : ceux qu'il côtoie tous les jours, ses collègues membres de la formation et les "formateurs de formateurs". Le principe est de réaliser une expérience d'immersion dans un processus d'apprentissage telle que celle pratiquée lors de la recherche-action *Y'a René qui vient*². **L'objectif principal de cette mise en abîme est d'observer les principes pédagogiques à l'œuvre en CISP : qu'est-ce que je suis en train d'apprendre et comment ?**

Pour la session 2016-2017, la première journée a été organisée à la Funoc, avec la maçonnerie et la menuiserie et chez Croc'Espace pour les métiers de l'Horeca. Deux autres centres ont accueilli le groupe lors de la deuxième journée : les Ateliers de Pontauray, avec les métiers de la cuisine et JEFAR, avec une filière Français Langue étrangère (FLE) et nettoyage. La journée commence sur le chantier : service en salle,

préparation du service du midi, atelier de menuiserie, remise à niveau en Français... L'après-midi, le groupe débrieife sur ses impressions et sur ses observations. Les participants ont également nommé ce qu'ils ont appris (le contenu) et ce qui a fait qu'ils l'ont appris (le processus). **Ils ont ainsi identifié des principes pédagogiques et des conditions qui permettent l'apprentissage.**

Ces stagiaires d'un jour opèrent plusieurs déplacements. Un premier déplacement, physique, par la découverte d'un autre centre, avec une organisation qui lui est propre, une mobilisation sur d'autres projets et où les équipes évoluent dans un environnement différent. Un deuxième déplacement est celui de l'initiation à un autre métier, avec ses responsabilités et ses exigences. Par exemple, aux Ateliers de Pontauray, plusieurs participants ont été stagiaires en cuisine. Une de leur responsabilité a été de tenir compte des allergies des clients. Un troisième déplacement³ s'opère vers une autre organisation pédagogique. **Les phases d'apprentissage en salle de formation et celles en atelier répondent à des logiques différentes, à d'autres postures d'accompagnement.**

L'OBJECTIF PRINCIPAL DE CETTE MISE EN ABÎME EST D'OBSERVER LES PRINCIPES PÉDAGOGIQUES À L'ŒUVRE EN CISP : QU'EST-CE QUE JE SUIS EN TRAIN D'APPRENDRE ET COMMENT ?

Le formateur qui travaille principalement sur chantier va intégrer et s'adapter à la formation en salle de formation et à son modèle organisationnel (une gestion de l'espace et du temps différente).

Les impacts de cette journée sont multiples et touchent tous les acteurs. Pour les stagiaires, le principal effet est d'augmenter et de renforcer leur estime de soi. Cette activité pleinement formatrice leur permet

¹ Une mise en abîme est un procédé consistant à représenter une œuvre dans une œuvre similaire. Dans ce contexte, la formation sur chantier est une formation dans une formation.

² La recherche-action *Y'a René qui vient ! Une autre façon de concevoir la formation des travailleurs pour soutenir le professionnalisme du secteur EFT/OISP. Ou les dessous de la formation par le travail de l'Escalade à Tournai* est accessible sur le site internet de l'Interfédéré.

³ La recherche-action *Y'a René qui vient !* identifie des déplacements sociaux, culturels, physiques, géographiques, personnels et conceptuels.

de transmettre leur savoir à leurs pairs. Ce sont eux qui sont les principaux appuis des formateurs en immersion, qui connaissent déjà les gestes et qui donc forment et guident les nouveaux venus. Lorsqu'ils participent au débriefing, ils identifient et prennent conscience de leur place d'acteur dans le processus de la formation et en sortent valorisés.

Pour le formateur qui conserve sa place de formateur, les retombées sur sa pratique sont nombreuses. Sa relation avec son groupe de stagiaires se modifie. Et oui, les formateurs se forment aussi, ce n'est pas réservé qu'aux stagiaires. Avoir invité des collègues de formation dans son groupe, qui plus est formateurs eux-mêmes, a souvent un impact dans la pratique professionnelle du formateur "invitant". Du regard apporté par les pairs découle souvent une confirmation des pratiques du formateur par une évaluation bienveillante de celles-ci et une plus grande confiance en soi.

Pour le formateur qui endosse le rôle de stagiaire, parallèlement aux nombreux déplacements effectués, l'atout majeur de la matinée sur chantier/en atelier est de découvrir ce que vit le stagiaire "de l'intérieur", la manière dont il reçoit les consignes ou les remarques. Jouer ce "rôle" permet aussi de vivre la dynamique de groupe sous un autre angle.

C'est aussi une mise en mot du référentiel formateur. Le groupe lui donne de l'ampleur, de la substance et le fait s'animer dans une réalité concrète de terrain. Si le référentiel identifie les compétences du formateur, la journée sur chantier identifie la manière d'exercer le métier.



Interview de Raphaël CLAUS, Adjoint à la coordination pédagogique de l'Interfédé

Propos recueillis par Anaïs MATHIEU, Assistante à la coordination pédagogique de l'Interfédé

ET OUI, LES FORMATEURS SE FORMENT AUSSI, CE N'EST PAS RÉSERVÉ QU'AUX STAGIAIRES. AVOIR INVITÉ DES COLLÈGUES DE FORMATION DANS SON GROUPE, QUI PLUS EST FORMATEURS EUX-MÊMES, A SOUVENT UN IMPACT DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE DU FORMATEUR "INVITANT".

Témoignages

Voici quelques témoignages de participants à ces journées sur chantier en tant que formateur ou stagiaire.



Marc, dans le rôle du formateur lors de l'atelier menuiserie à la Funoc

Lors de cette journée, j'ai conservé mon rôle de formateur et invité 4 de mes collègues de formation à venir nous rejoindre lors de mon atelier menuiserie.

Au début de l'expérience, j'étais assez anxieux et stressé par la présence de mes "nouveaux stagiaires". En effet, je redoutais un possible jugement de mes pratiques de formateur de leur part. Et puis cette appréhension s'est rapidement dissipée.

Les stagiaires de la Funoc, présents pendant cette immersion, étaient un peu intimidés au début, mais ils ont rapidement pris leur rôle à cœur. J'ai organisé l'atelier en groupant un stagiaire du centre avec un "stagiaire" de l'Interfédé. Cette matinée et cette organisation ont été très bénéfiques pour les stagiaires de la Funoc. Ils se sont sentis valorisés tout au long de l'expérience.

Ça a eu également des impacts sur mon métier. Un moment difficile pour moi était l'accueil des nouveaux stagiaires. Maintenant, je n'ai plus d'appréhension lors de cette première phase d'accueil. J'arrive plus facilement à briser la glace et à me sentir à l'aise avec eux.

Le regard de mes collègues de formation m'a donné une grande satisfaction personnelle. Grâce à la "reconnaissance de mes pairs", je me sens grandi dans mon métier.



Sonia, dans le rôle d'une stagiaire, en immersion à la Funoc lors d'un atelier menuiserie.

La journée à la Funoc fut très enrichissante, nous avons été très bien accueillis par le centre et surtout par le groupe de stagiaires en formation. Ils se sont tous montrés bienveillants à notre égard, nous qui venions sans aucune connaissance (ou très peu) en menuiserie. Nous avons, avec les autres stagiaires, accompli des exercices pratiques. Au début, il y avait clairement une barrière entre le groupe et le formateur en face. Au fur et à mesure, elle a complètement disparu pour faire place à un groupe soudé.

Ce que m'a apporté cette journée sur mon métier de formateur est la conscience de l'importance de faire partie d'un groupe et de l'impact que cela a sur l'apprentissage. Cette appartenance à un collectif permet une plus grande confiance en soi. Elle ouvre des portes, augmente les capacités de chacun, ou du moins la confiance en ses capacités, soutient la réalisation des tâches demandées et tire vers le haut l'ensemble des apprenants. J'ai une autre vision du groupe en apprentissage comme étant un ensemble interdépendant.

“JE N’AI RIEN CHANGÉ À MA FAÇON DE TRAVAILLER LORS DE L’ACCUEIL DE MES COLLÈGUES : TOUT ÉTAIT LOGIQUE, CLAIR ET PRÉCIS. UNE DE MES PRÉOCCUPATIONS A ÉTÉ D’ÊTRE ATTENTIF À LA SÉCURITÉ ET À L’HYGIÈNE COMME AVEC CHAQUE NOUVEAU STAGIAIRE”.

Cette expérience a donc eu un impact sur ma pratique professionnelle de formatrice. J’attache également davantage d’importance à prendre en considération les forces de chaque personne et à m’adapter à celle-ci. Le rôle du formateur peut s’apparenter à un guide qui accompagne le groupe.

Moi qui ai toujours fui les tâches manuelles dans la vie quotidienne, cette immersion dans l’atelier a eu un tel impact, qu’après cette expérience, j’ai repeint toute seule ma maison !



MOI QUI AI TOUJOURS FUI LES TÂCHES MANUELLES DANS LA VIE QUOTIDIENNE, CETTE IMMERSION DANS L’ATELIER A EU UN TEL IMPACT, QU’APRÈS CETTE EXPÉRIENCE, J’AI REPEINT TOUTE SEULE MA MAISON !



Jef, dans le rôle du formateur lors de l’atelier menuiserie à Croc’Espace

Je n’ai rien changé à ma façon de travailler lors de l’accueil de mes collègues : tout était logique, clair et précis. Une de mes préoccupations a été d’être attentif à la sécurité et à l’hygiène comme avec chaque nouveau stagiaire. Les participants à la formation que j’ai accueillis en tant que stagiaire ont bien joué le jeu même si certains aspects de la mise en place ne sont pas des plus agréables. Leurs questions étaient pointues et ils voyaient où je voulais en venir.

Ma journée de formation a été axée sur la manière dont une journée se déroule chez nous, des courses jusqu’au service. J’ai également organisé une visite des lieux. Malheureusement, les participants

n’ont pas pu découvrir tous les aspects du service car nous recevons énormément de clients ce jour-là. Je leur ai laissé beaucoup d’autonomie, notamment dans leur recette de la moussaka. Et là encore, ils ont joué le jeu.

Cette journée a été très enrichissante pour moi car j’ai obtenu un retour positif sur la manière dont je travaillais. Cela fait 3 ans que je travaille à Croc’Espace et je me rends compte que je ne suis pas trop loin du bon. Enrichissante aussi à travers l’échange de pratiques avec les autres participants à la formation.

Depuis peu je donne des formations théoriques. Cette journée en atelier/sur chantier a aussi confirmé ma méthode de travail pour donner ce type de formation. J’ai de l’expérience dans l’Horeca, mais pas en tant que formateur. Ce retour m’a fait du bien !

Pour ma part, je trouve que les journées de formation à Namur sont plus porteuses, car elles me font évoluer dans ma pratique : une autre perception de ma manière de donner ma formation, de nouvelles approches pour mieux communiquer avec les stagiaires. Je ne me forme plus de la même manière qu’auparavant !

Au cœur des principes pédagogiques

Lors de la formation des formateurs organisée à l'Interfédé, et particulièrement dans la foulée des journées sur chantier, les participants identifient les principes pédagogiques à l'œuvre dans une action de formation en CISP. Voici quelques extraits qui montrent ce qui est particulièrement en jeu lors d'une formation et dans la relation formateur-stagiaire.

À la lecture du compte rendu des réflexions de cette année, la première chose qui me frappe est la posture du formateur. Ce dernier doit créer un climat de confiance avec le stagiaire en ayant *“une attitude bienveillante et calme”*, en *“assurant un accueil et un encadrement ++”* via des signes de reconnaissance symboliques. Ce cadre bienveillant permet à chaque stagiaire *“de se poser, de développer un “vivre ensemble” de se donner des perspectives”*³. Il s'agit de *“mettre en confiance le stagiaire et de lui faire confiance”*. Il est aussi attentif au parcours de chacun en *“identifiant les craintes des stagiaires dès le début”*.

La formation est un lieu et un espace qui accueille chaque stagiaire, quels que soient son histoire et son parcours⁴.

Ce climat concerne à la fois chaque personne et le groupe. Par *“le respect mutuel”*, le formateur participe à la création d'un climat *“de bienveillance entre les stagiaires”* et de *“coopération”* dans le groupe (*“entraide entre les stagiaires”*) qu'il importe de garantir en *“ne laissant pas pourrir les conflits”*. Le groupe est un réel soutien à l'apprentissage. *“Il faut beaucoup d'entraide et de conscience de l'autre – avoir une vigilance y compris dans les déplacements”*. Son rôle est également de *“poser le cadre, fixer les règles”* et d'en être le garant. Il *“donne une place, un rôle à chacun”*.

Le cadre organisationnel, structurant et bienveillant, lui permet de “se poser”, de développer un “vivre ensemble”, de se donner des perspectives, mais aussi de se construire une identité positive.

Une des caractéristiques de l'approche pédagogique est de *“s'adapter aux connaissances,*

aptitudes et limites du stagiaire” et de *“se mettre à son niveau”*. Le processus de formation se fonde sur *“l'immersion dans la tâche : montrer, laisser-faire, corriger”* et *“favorise l'essai-erreur”*. Le formateur *“re-contextualise les apprentissages”*. Le stagiaire doit *“avoir le temps d'apprendre et de réaliser une tâche”*. Le formateur lui *“montre le chemin parcouru”*. Il *“fait un lien constant entre la théorie et la pratique”* et *“favorise le partage d'information et la confrontation de points de vue entre stagiaires et entre lui et les stagiaires”*. Il *“valorise les compétences du stagiaire, lui dit quand il est dans l'erreur”* et sait *“éprouver de la fierté pour ce que le stagiaire réalise et le lui communiquer”*. Il est convaincu *“qu'on apprend toujours de l'autre”* et *“qu'il faut accueillir l'imprévisible”* tout en étant garant du cadre et du processus. Il se voit comme un *“guide”* qui *“dit et sait où il va”*. Il permet de *“voir le sens du travail réalisé”*. Il est également attentif *“aux gestes de sécurité”*. Il *“propose des projets”*, *“suscite la créativité, prévoit des moments ludiques, sensibilise à l'art et au travail de l'esthétique, du beau”*... Par son attitude et ce qu'il propose au stagiaire, il le *“responsabilise et favorise son autonomie”*.

La participation des stagiaires en tant qu'acteur de leur formation se marque dans le fait que le formateur *“favorise l'expression des stagiaires sur le dispositif de formation”*. Il permet *“l'évaluation de l'expérience, du résultat, mais aussi du processus, du tâtonnement”*. L'évaluation est permanente via *“des feedbacks donnés au fur et à mesure de l'avancement de la tâche”*.

Le processus pédagogique mis en place permet au stagiaire de construire ses compétences à son rythme, en s'appuyant sur ses ressources, à partir de projets partagés avec d'autres.

Dans son travail, il peut *“compter sur un travail d'équipe, sur la solidarité de ses collègues”*. *“Il évolue dans des conditions organisationnelles qui prennent la mesure de la situation*



d'apprentissage des stagiaires, de l'effort qu'ils doivent fournir...”

La démarche de formation est collective et repose sur une collaboration de divers intervenants.

Enfin, il *“accompagne le stagiaire à se construire sa vision de la société”*. *“Le dispositif mis en place, le chantier permet aussi l'apprentissage de gestes utiles pour la vie de tous les jours”*.

La formation en CISP a une visée émancipatrice et intégratrice.

Et puis... *“il transmet la passion du métier et de l'apprentissage.”*

Tout un programme ! ●

MARINA MIRKES,

Coordinatrice pédagogique à l'Interfédé.

Les textes en italiques sont les expressions des formateurs du module de formation “Mon métier : formateur, formatrice en CISP 2016-2017” organisé par l'Interfédé.

³ De l'usage des référentiels dans le secteur des CISP – Septembre 2015.

⁴ Principes pédagogiques du secteur des CISP – Note “Les référentiels, quels impacts pour notre secteur ?” Septembre 2015.



Les cinq fédérations membres de l'Interfédération des CISP sont :

ACFI Action Coordonnée de Formation et d'Insertion
www.acfi.be tél. 02/640.44.07

AID Actions Intégrées de Développement
www.aid-com.be tél. 02/246.38.61 (62 ou 65)

ALEAP Association Libre d'Entreprises d'Apprentissage Professionnel
www.aleap.be
tél. 081/24.01.90

CAIPS Concertation des Ateliers d'Insertion Professionnelle et Sociale
www.caips.be tél. 04/337.89.64

Lire et Ecrire Wallonie
www.lire-et-ecrire.be
tél. 081/24.25.00

Le Comité de rédaction

Eric ALBERTUCCIO
Leyla BUEKENS
Véronique DUPONT
Véronique KINET
Céline LAMBEAU
Antonin LOUIS
Eric MIKOLAJCZAK
Françoise ROBERT
Dominique ROSSI

Secrétaire de rédaction

Véronique Kinet 081/74.32.00
secretariat@interfede.be

Rédactrice en chef

Véronique DUPONT

Ont contribué à la rédaction des articles

Les membres du Comité de rédaction de L'Essor, Raphaël CLAUD, Anne-Hélène LULLING, Anaïs MATHIEU, Marina MIRKES.

L'essor

L'essor de l'Interfédé :
La revue trimestrielle du secteur de l'insertion socioprofessionnelle

Rue Marie-Henriette, 19-21
5000 Namur
Tél.: 081/74 32 00
Fax : 081/74 81 24
secretariat@interfede.be

Mise en page :
Olagil
www.olagil.be

Les données diffusées pourront être reproduites par tout utilisateur qui sera tenu d'en indiquer la source.

Interfédération des CISP asbl
ACFI • AID • ALEAP • CAIPS
Lire et Ecrire Wallonie

Numéro d'entreprise :
BE 0439.244.011
N° de compte :
BE 0013 2078 8170



L'interfédé
CISP

www.interfede.be

Interfédération des Centres d'insertion socioprofessionnelle ASBL



LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN ET LA WALLONIE INVESTISSENT DANS VOTRE AVENIR



Wallonie

Avec le soutien de la Wallonie et du Fonds social européen